



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Août 2019

CONSULTATION DE 2019 AU TITRE DE L'ARTICLE IV - COMMUNIQUÉ DE PRESSE ; RAPPORT DES SERVICES DU FMI; ET DECLARATION DU DIRECTEUR EXECUTIF POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

En vertu de l'article IV des statuts du FMI, celui-ci tient des discussions bilatérales avec ses membres, généralement tous les ans. Dans le cadre de la consultation de la République démocratique du Congo au titre de l'article IV menée en 2019, les documents ci-après ont été diffusés et sont inclus dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** résumant les vues du conseil d'administration telles qu'exprimées lors de son examen du rapport de notation qui a conclu les consultations au titre de l'article IV avec la République démocratique du Congo le 26 août 2019
- Le **rapport des services du FMI** préparé par une équipe du FMI pour examen par le conseil d'administration du 26 août 2019, à la suite des entretiens qui ont pris fin le 5 juin 2019 avec les autorités de la République démocratique du Congo sur les développements et les politiques économiques. Sur la base des informations disponibles au moment de ces discussions, le rapport de notation a été finalisé le 5 août 2019.
- Une **annexe d'information** préparée par les services du FMI.
- Une **analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI.
- Une **déclaration du Directeur exécutif** pour la République démocratique du Congo.

Les documents énumérés ci-dessous ont été ou seront publiés séparément.

Les documents énumérés ci-dessous ont été ou soient séparément

La politique de transparence du FMI permet la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Des exemplaires de ce rapport sont disponibles au public à partir de

Fond monétaire international • Services de publication

PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090

Telephone: (202) 623-7430 • Fax: (202) 623-7201

E-mail: publications@imf.org Web: <http://www.imf.org>

Price: \$18.00 per printed copy

**Fond monétaire international
Washington, D.C.**



INTERNATIONAL MONETARY FUND



Communiqué de presse n° 19/322
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
5 septembre 2019

Fonds monétaire international
700 19th Street, NW
Washington, D. C. 20431 USA

Le conseil d'administration du FMI achève la consultation de 2019 au titre de l'article IV avec la République démocratique du Congo

Le 26 août 2019, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé les consultations au titre de l'article IV¹ avec la République démocratique du Congo (RDC).

La RDC est confrontée à des problèmes de développement considérables en dépit de sa richesse en ressources naturelles. Le pays fait face actuellement à sa plus grande flambée de l'épidémie de maladie à virus Ébola.

La transition politique pacifique qui s'est déroulée plus tôt dans l'année, la première de l'histoire du pays, offre une occasion de procéder à des réformes pour réduire la pauvreté omniprésente, créer des emplois et promouvoir une croissance inclusive. Une politique macroéconomique prudente a contribué à une reprise après la baisse des prix à l'exportation en 2016-2017. Il est essentiel de consolider ces gains pour aller de l'avant.

La croissance du PIB réel a atteint 5,8 % en 2018, portée par la hausse des prix et de la production du cuivre et du cobalt. L'inflation est tombée à 7,2 % et le franc congolais s'est déprécié de 2 % seulement en 2018. Un faible excédent budgétaire de 0,4 % du PIB a été enregistré, grâce à la vigueur des prix à l'exportation et à l'augmentation du volume des exportations, ainsi qu'au relèvement des taux d'imposition appliqués aux exportations minières au titre du code minier révisé 2018. Les réserves de change de la banque centrale sont montées à 2,6 semaines d'importations. D'autre part, le déficit des transactions extérieures courantes s'est creusé pour atteindre 4,6 % du PIB.

¹ Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du conseil d'administration.

La croissance du PIB devrait fléchir à 4,3 % en 2019, du fait de la baisse des prix du cuivre et du cobalt après les pics enregistrés en 2018. Un déficit budgétaire de 0,2 % du PIB est attendu, car les recettes minières devraient être plus faibles qu'en 2018. Le déficit courant devrait tomber à 3,5 % du PIB, et les réserves de change de la banque centrale devraient monter à 3,7 semaines d'importations.

Sur la base des politiques actuelles, les recettes resteront bien en deçà de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne en dépit de l'impact positif du nouveau code minier. La prolifération des taxes et des institutions chargées de l'impôt, l'étendue des exonérations fiscales, l'étranglement de l'assiette de l'impôt ainsi que des frontières longues et poreuses en sont les raisons. Les chiffres effectifs ont eu tendance à s'écarter largement des projections budgétaires, ce qui nuit à la crédibilité du processus budgétaire et de la surveillance par le parlement. Les procédures de dépenses d'urgence ont été largement utilisées, et des arriérés intérieurs importants ont été accumulés.

La politique monétaire a été entravée par la forte dollarisation. Une nouvelle loi sur la banque centrale a été promulguée en 2018 afin de renforcer son indépendance, d'accroître son capital et de renforcer sa capacité à surveiller le système financier.

La transparence et la responsabilisation de la gestion des ressources naturelles constituent des enjeux majeurs pour le pays. Un décret de 2011 prévoyant que l'État publie tous les contrats relatifs à l'industrie minière, au pétrole et à la sylviculture n'a pas été totalement appliqué. Les états financiers audités de certaines entreprises publiques ne sont pas publiés. Le FMI mènera une mission d'évaluation de la gouvernance en octobre.

Le climat des affaires reste difficile en raison d'un large éventail de facteurs, notamment la complexité de la fiscalité et la vulnérabilité judiciaire. Les coûts de production sont élevés en raison de l'insuffisance des infrastructures.

Évaluation par le conseil d'administration²

Les administrateurs souscrivent à l'orientation générale de l'évaluation effectuée par les services du FMI. Ils félicitent les autorités d'avoir mené une politique macroéconomique prudente qui a contribué à réduire l'inflation et à stimuler une reprise après la chute des prix à l'exportation en 2016–2017. Cependant, la RDC fait face à des problèmes profondément ancrés, parmi lesquels une pauvreté omniprésente, et les perspectives sont exposées à des

² À l'issue des délibérations, le directeur général, en qualité de président du conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. On trouvera une explication des termes convenus utilisés communément dans les résumés du conseil d'administration à l'adresse <http://www.imf.org/external/np/sec/misc/qualifiers.htm>.

risques, notamment provenant de l'épidémie d'Ébola. Dans ce contexte, les administrateurs saluent la reprise du dialogue entre la RDC et le FMI, et soulignent que la transition politique pacifique offre une occasion de mettre en place des réformes qui consolident les finances publiques, stimulent la croissance du secteur hors industrie extractive, s'attaquent à la corruption et réduisent la pauvreté omniprésente. Les administrateurs notent que la RDC a besoin de l'aide de la communauté internationale des bailleurs de fonds et d'une assistance pour renforcer ses capacités. Quelques administrateurs encouragent les autorités à continuer de faire leurs preuves en ce qui concerne l'exécution satisfaisante de leurs politiques.

Les administrateurs soulignent qu'il est impératif d'accroître les recettes intérieures afin de financer les besoins de développement et sociaux urgents. Ils recommandent de réduire les exonérations, d'élargir l'assiette de l'impôt, de simplifier le système fiscal et d'améliorer l'administration de l'impôt et le contrôle aux frontières. Ils encouragent aussi à continuer d'intégrer plus largement les recettes minières dans la comptabilité du Trésor.

Les administrateurs soulignent aussi qu'il est nécessaire d'améliorer la gestion des finances publiques et l'efficacité des dépenses publiques. Ils notent qu'il est essentiel d'établir des projections réalistes pour les recettes et les dépenses afin d'améliorer la crédibilité du processus budgétaire. Le rétablissement de la chaîne de la dépense et la limitation de l'usage des procédures de dépenses d'urgence favoriseraient la transparence et la responsabilisation. Les administrateurs notent qu'une rationalisation de la fonction publique et une amélioration de la rémunération en accroîtraient l'efficacité. Pour préserver la viabilité de la dette, les administrateurs soulignent qu'il est nécessaire de bien évaluer les projets d'investissements publics, d'éviter les emprunts coûteux et les prêts garantis, ainsi que d'établir une stratégie d'apurement des arriérés intérieurs.

Les administrateurs conviennent qu'une amélioration du cadre de politique monétaire en accroîtrait l'efficacité. Ils engagent la banque centrale à accroître ses réserves de change afin qu'elle puisse intervenir pour stabiliser le marché si nécessaire. Ils notent qu'une recapitalisation de la banque centrale renforcerait son indépendance et rehausserait sa capacité de mener la politique monétaire et de promouvoir la stabilité financière.

Les administrateurs soulignent qu'il est important d'améliorer la réglementation afin de protéger et de développer le système financier. Dans ce contexte, ils proposent d'aligner le projet de loi bancaire sur les normes internationales. Pour améliorer le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les administrateurs encouragent les autorités à mettre en œuvre les mesures préalables qui figureront dans le rapport d'évaluation du groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale. Les administrateurs notent que la promotion de la microfinance favoriserait une croissance inclusive et l'inclusion financière.

Les administrateurs conviennent qu'il est crucial de combattre la corruption et de renforcer la gouvernance pour accroître l'efficacité des dépenses publiques et améliorer les perspectives

de croissance. Pour accroître la transparence et la responsabilisation dans la gestion des ressources naturelles, ils appellent à lancer des appels d'offres pour les actifs miniers, à publier tous les contrats miniers, à divulguer la véritable propriété des parties contractuelles et à publier les états financiers audités des entreprises publiques. Les administrateurs engagent aussi les autorités à promulguer promptement la loi de lutte contre la corruption et la loi portant création d'une commission indépendante de lutte contre la corruption. Ils notent avec satisfaction que les autorités ont sollicité l'organisation d'une mission du FMI qui serait chargée d'évaluer la gouvernance. Les administrateurs soulignent qu'il est urgent d'améliorer le climat des affaires pour attirer des investisseurs privés et promouvoir une croissance inclusive. Il est prioritaire de réduire le fardeau administratif, de simplifier le système fiscal et de réformer le système judiciaire.

Tableau 1. République démocratique du Congo : principaux indicateurs économiques et financiers, 2016-2024

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|-------------|---------|---------|---------|
| | Eff. | Eff. | Prél. | | | Projections | | | |
| (variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire) | | | | | | | | | |
| PIB et prix | | | | | | | | | |
| PIB réel | 2,4 | 3,7 | 5,8 | 4,3 | 3,9 | 3,4 | 4,5 | 4,3 | 4,6 |
| PIB dans le secteur des industries extractives | -0,7 | 7,8 | 16,9 | 5,4 | 4,4 | 2,4 | 5,9 | 4,8 | 6,1 |
| PIB hors industries extractives | 3,5 | 2,4 | 1,9 | 3,8 | 3,7 | 3,8 | 3,9 | 4,1 | 4,0 |
| Déflateur du PIB | 4,3 | 43,1 | 29,8 | 3,6 | 4,8 | 4,9 | 4,5 | 5,3 | 4,5 |
| Prix à la consommation (moyenne sur la période) | 3,2 | 35,8 | 29,3 | 5,5 | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 5,0 |
| Prix à la consommation (fin de période) | 11,2 | 54,7 | 7,2 | 5,5 | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 5,0 |
| Secteur extérieur | | | | | | | | | |
| Exportations, f.à.b. (en dollars) | 15,6 | -2,8 | 38,3 | -21,4 | 4,3 | 4,0 | 7,6 | 6,3 | 7,5 |
| Importations, f.à.b. (en dollars) | 14,9 | -6,7 | 32,0 | -20,2 | 6,9 | 5,5 | 6,9 | 7,5 | 7,9 |
| Volume d'exportations | -6,0 | 9,7 | 20,8 | 4,6 | 3,0 | 2,8 | 7,3 | 5,6 | 6,2 |
| Volume d'importations | -0,7 | 4,3 | 29,1 | -18,3 | 5,4 | 5,3 | 6,6 | 7,1 | 7,1 |
| Termes de l'échange | -2,6 | 15,0 | 1,4 | -11,0 | -0,6 | 0,6 | 0,3 | -0,1 | -0,6 |
| (Variation annuelle en pourcentage de la monnaie au sens large au début de la période) | | | | | | | | | |
| Monnaie et crédit | | | | | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | -4,8 | 29,2 | 10,2 | 4,0 | 3,6 | 4,7 | 5,9 | 4,7 | 4,3 |
| Net intérieurs assets | 27,0 | 13,6 | 20,2 | 5,5 | 6,0 | 5,2 | 4,8 | 5,1 | 5,0 |
| Crédit intérieur | 26,5 | 3,5 | 18,5 | 3,1 | 5,8 | 4,8 | 4,3 | 4,5 | 4,4 |
| dont : crédit net à l'État | 11,8 | -0,9 | 3,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| crédit au secteur privé | 14,1 | 0,6 | 20,3 | 0,4 | 3,6 | 2,2 | 2,4 | 2,9 | 4,5 |
| Monnaie au sens large | 22,2 | 42,8 | 30,1 | 9,5 | 9,6 | 9,9 | 10,7 | 9,8 | 9,3 |
| (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | |
| Situation financière de l'administration centrale | | | | | | | | | |
| Recettes et dons | 14,0 | 11,7 | 11,6 | 10,8 | 10,6 | 11,3 | 11,7 | 12,0 | 12,3 |
| Recettes | 11,2 | 9,8 | 10,4 | 9,5 | 9,1 | 9,7 | 10,0 | 10,2 | 10,5 |
| Dons | 2,8 | 2,0 | 1,1 | 1,3 | 1,5 | 1,6 | 1,7 | 1,8 | 1,8 |
| Dépenses | 14,5 | 10,4 | 11,2 | 10,9 | 10,8 | 11,1 | 11,5 | 11,8 | 12,2 |
| Solde budgétaire global (base engagements) | -0,5 | 1,4 | 0,4 | -0,2 | -0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 |
| Solde budgétaire global hors ressources naturelles | -2,0 | -0,9 | -2,8 | -2,3 | -2,1 | -2,1 | -2,4 | -2,6 | -2,9 |
| Investissement et épargne | | | | | | | | | |
| Épargne nationale brute | 8,2 | 8,9 | 7,1 | 8,9 | 8,6 | 8,8 | 9,3 | 9,0 | 9,4 |
| publique | -1,4 | 0,8 | -0,4 | -1,2 | -1,3 | -0,8 | -0,5 | -0,9 | -0,2 |
| non publique | 9,6 | 8,1 | 7,5 | 10,2 | 9,9 | 9,6 | 9,8 | 9,9 | 9,7 |
| Investissement | 12,3 | 12,1 | 11,7 | 12,5 | 12,9 | 13,1 | 13,6 | 13,3 | 13,9 |
| public | 3,4 | 2,3 | 1,7 | 2,1 | 2,4 | 2,6 | 3,0 | 2,7 | 3,5 |
| non public | 8,9 | 9,7 | 10,0 | 10,4 | 10,5 | 10,5 | 10,6 | 10,6 | 10,4 |
| Balance des paiements | | | | | | | | | |
| Exportations de biens et services | 32,8 | 31,0 | 34,1 | 25,9 | 25,7 | 25,5 | 25,9 | 26,0 | 26,4 |
| Importations de biens et services | 38,9 | 34,7 | 37,7 | 29,4 | 29,5 | 29,6 | 29,9 | 30,2 | 30,9 |
| Solde courant global, y compris transferts | -4,1 | -3,2 | -4,6 | -3,5 | -4,2 | -4,4 | -4,3 | -4,4 | -4,5 |
| Solde courant global, hors transferts | -7,3 | -5,2 | -5,2 | -5,6 | -6,1 | -6,3 | -6,2 | -6,4 | -6,6 |
| Solde global | -1,4 | 2,0 | 0,9 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,6 | 0,4 | 0,4 |
| Réserves officielles brutes (en millions de dollars) | 625 | 601 | 657 | 1 011 | 1 108 | 1 282 | 1 530 | 1 721 | 1 820 |
| Réserves officielles brutes (en semaines d'importations) | 2,8 | 1,9 | 2,6 | 3,7 | 3,9 | 4,2 | 4,6 | 4,8 | 5,0 |
| (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | |
| Dettes publiques extérieures | | | | | | | | | |
| Encours total, y compris FMI | 17,6 | 16,9 | 13,7 | 13,3 | 12,7 | 12,1 | 10,9 | 9,8 | 8,9 |
| Service de la dette inscrit à l'échéancier (en millions de dollars) | 349 | 212 | 224 | 739 | 773 | 805 | 755 | 774 | 668 |
| En pourcentage des exportations de biens et services | 2,9 | 2,1 | 2,8 | 3,2 | 2,5 | 1,9 | 1,1 | 0,9 | 0,7 |
| En pourcentage des recettes publiques | 8,5 | 6,5 | 9,2 | 8,8 | 6,9 | 4,9 | 3,0 | 2,4 | 1,9 |
| Taux de change (CDF pour 1 dollar) | | | | | | | | | |
| Moyenne sur la période | 1 024 | 1 480 | 1 624 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Fin de période | 1 216 | 1 592 | 1 636 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | |
| PIB nominal (en milliards de CDF) | 37 517 | 55 676 | 76 496 | 82 660 | 89 970 | 97 559 | 106 551 | 116 956 | 127 800 |
| PIB nominal (en millions de dollars) | 36 640 | 37 615 | 47 099 | 49 014 | 51 627 | 54 174 | 57 257 | 60 819 | 64 313 |

Sources : autorités congolaises ; estimations et projections des services du FMI.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Août 2019

CONSULTATION DE 2019 AU TITRE DE L'ARTICLE IV - COMMUNIQUÉ DE PRESSE ; RAPPORT DES SERVICES DU FMI; ET DECLARATION DU DIRECTEUR EXECUTIF POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

En vertu de l'article IV des statuts du FMI, celui-ci tient des discussions bilatérales avec ses membres, généralement tous les ans. Dans le cadre de la consultation de la République démocratique du Congo au titre de l'article IV menée en 2019, les documents ci-après ont été diffusés et sont inclus dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** résumant les vues du conseil d'administration telles qu'exprimées lors de son examen du rapport de notation qui a conclu les consultations au titre de l'article IV avec la République démocratique du Congo le 26 août 2019
- Le **rapport des services du FMI** préparé par une équipe du FMI pour examen par le conseil d'administration du 26 août 2019, à la suite des entretiens qui ont pris fin le 5 juin 2019 avec les autorités de la République démocratique du Congo sur les développements et les politiques économiques. Sur la base des informations disponibles au moment de ces discussions, le rapport de notation a été finalisé le 5 août 2019.
- Une **annexe d'information** préparée par les services du FMI.
- Une **analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI.
- Une **déclaration du Directeur exécutif** pour la République démocratique du Congo.

Les documents énumérés ci-dessous ont été ou seront publiés séparément.

Les documents énumérés ci-dessous ont été ou soient séparément

La politique de transparence du FMI permet la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Des exemplaires de ce rapport sont disponibles au public à partir de

Fond monétaire international • Services de publication

PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090

Telephone: (202) 623-7430 • Fax: (202) 623-7201

E-mail: publications@imf.org Web: <http://www.imf.org>

Price: \$18.00 per printed copy

**Fond monétaire international
Washington, D.C.**



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2019 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

5 août 2019

PRINCIPAUX THÈMES

Contexte. Il s'agit de la première mission menée au titre de l'article IV en RDC depuis juin 2015. L'investiture du président Tshisekedi en janvier 2019 marque la première passation de pouvoir pacifique depuis l'indépendance. Le président s'est engagé à améliorer la gouvernance et à accroître les investissements publics.

Perspectives et risques. Les difficultés sont nombreuses. La pauvreté et le chômage sont omniprésents. De violents conflits persistent dans certaines régions et la pire épidémie de la maladie à virus mortel Ebola sévit dans le pays. La dépendance à l'égard des exportations de minerais rend la RDC vulnérable aux chocs sur les matières premières. Il est impératif de lutter contre la corruption et d'améliorer la gouvernance. Les principaux risques sont une escalade de l'épidémie d'Ebola, un relâchement budgétaire conduisant à une monétisation des déficits budgétaires, une rechute des prix du cuivre et du cobalt, une intensification des conflits armés en cours et une résistance aux réformes de la part des groupes d'intérêts.

Principales recommandations.

- Accroître les recettes, notamment par une simplification de la fiscalité et le versement des recettes minières directement au Trésor de l'administration centrale.
- Continuer de faire preuve de prudence en matière de dépenses, en se fondant sur des projections de recettes réalistes, et se conformer strictement à la règle de non-monétisation du déficit budgétaire par la banque centrale.
- Rétablir la chaîne de la dépense, limiter les procédures de dépenses d'urgence et améliorer la gestion de la trésorerie.

- Élaborer un cadre de politique budgétaire compatible avec une dette soutenable, fondé sur le solde intérieur hors minerais, afin de lisser les dépenses par rapport à des recettes minières volatiles.
- Accroître les réserves de change de la banque centrale pour réduire la vulnérabilité.
- Renforcer la transparence, notamment au moyen d'appels d'offres publics pour la vente d'actifs miniers, de la publication des états financiers certifiés des entreprises publiques et d'un meilleur suivi des actifs publics.
- Améliorer le climat des affaires en réduisant les formalités administratives et en limitant l'instabilité réglementaire.

Approuvé par
Annalisa Fedelino et
Vitaliy Kramarenko

Les entretiens ont eu lieu à Kinshasa et Lubumbashi du 22 mai au 5 juin 2019. L'équipe des services du FMI était composée de M. Villafuerte (chef), de M. Davies, de M. Kalfa et de Mme Gicquel (tous du département Afrique), de M. Binici (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), ainsi que de de M. Égoumé Bossogo (représentant résident) et de M. Gbadi (économiste local). La mission a rencontré Felix Tshisekedi, président de la République, Vital Kamerhe, directeur de cabinet, Lunga Llukamba, Premier ministre, Henri Yav Mulang, ministre des Finances, Pierre Kangudia, ministre d'État chargé du Budget, Déogratias Mutombo Mwana Nyembo, gouverneur de la banque centrale, Jeanine Mabunda, présidente de l'Assemblée nationale, Léon Mamboleo Moghuba, président du Sénat, ainsi que des représentants d'organisations de la société civile, du secteur privé, du corps diplomatique et des médias. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées au cours d'un séminaire d'une matinée organisé par les autorités.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| CONTEXTE | 5 |
| ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE | 8 |
| PERSPECTIVES ET RISQUES | 10 |
| MESURES ET RÉFORMES | 12 |
| A. Accroître l'espace et la crédibilité budgétaires | 12 |
| B. Politique monétaire et politique de change | 17 |
| C. Politiques du secteur financier | 19 |
| D. Climat des affaires, gouvernance et corruption | 20 |
| E. Autres questions | 22 |
| ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI | 23 |
| A. Solde courant | 36 |
| B. Taux de change réel | 37 |
| C. Adéquation des réserves | 39 |
| ENCADRÉS | |
| 1. Democratic Republic of the Congo: Fragility | 5 |
| 2. Mining Sector in the Democratic Republic of the Congo | 9 |

GRAPHIQUES

| | |
|---|----|
| 1. External Indicators, 2014–2018 _____ | 25 |
| 2. Real and Fiscal Indicators, 2014–18 _____ | 26 |
| 3. Monetary and Financial Indicators, 2014–18 _____ | 27 |

TABLEAUX

| | |
|--|----|
| 1. Selected Economic and Financial Indicators, 2016–24 _____ | 28 |
| 2a. Central Government Financial Operations, 2016–24 (Billions of CDF) _____ | 29 |
| 2b. Central Government Financial Operations 2016–24 (Percent of GDP) _____ | 30 |
| 3. Monetary Survey, 2016–24 _____ | 32 |
| 4a. Balance of Payments, 2016–24 (Millions of U.S. dollars) _____ | 32 |
| 4b. Balance of Payments, 2016–24 (Billions of CDF) _____ | 33 |
| 5. Financial Soundness Indicators, 2014–2019 _____ | 34 |

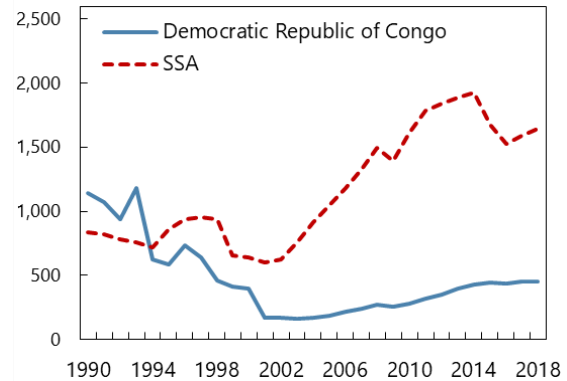
ANNEXES

No table of figures entries found.

CONTEXTE

1. **La République démocratique du Congo (RDC) est un pays fragile (encadré 1) et l'un des plus pauvres du monde, malgré ses vastes ressources naturelles.** Le cuivre, le cobalt et d'autres minerais sont sources de recettes, mais ont également contribué à alimenter des conflits violents et à miner la gouvernance. L'économie est peu diversifiée et très vulnérable aux chocs sur les prix des matières premières et aux risques liés à l'offre mondiale. Le revenu par habitant s'établit aux alentours de 470 dollars, en forte baisse par rapport aux plus de 1 000 dollars enregistrés dans les années 1990 et un niveau nettement inférieur à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, qui se situe autour de 1 600 dollars. En 2014, 77 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

Graphique 1. République démocratique du Congo : PIB par habitant (en dollars)



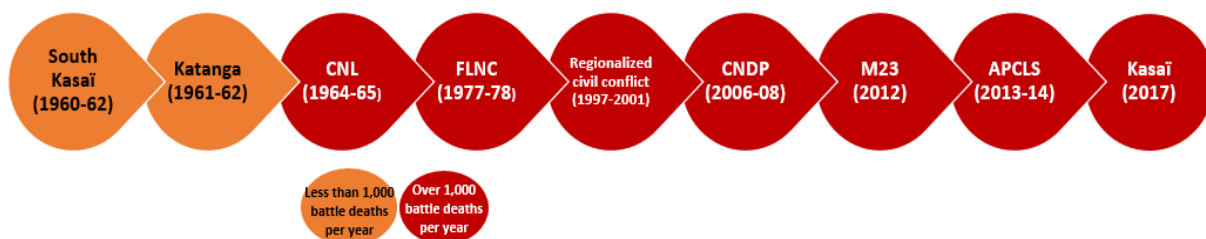
Source : base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

Encadré 1. République démocratique du Congo : un pays fragile

La RDC présente les caractéristiques d'un pays fragile : instabilité politique, faible capacité institutionnelle et mauvaise gouvernance. La superficie même du pays, équivalente à celle de l'Europe de l'Ouest, est source de difficultés. La plupart des neuf pays limitrophes ont connu un conflit violent qui a eu des répercussions sur la RDC. Le pays a connu des épisodes de conflit violent depuis son indépendance, en 1960, ainsi qu'une guerre civile généralisée de 1997 à 2001. Depuis la fin de la guerre civile, des efforts ont été faits pour reconstruire l'État et assurer une transition vers la démocratie, mais l'administration et les institutions publiques restent faibles et vulnérables. Les violents conflits en cours ont conduit à une crise humanitaire, avec plus de cinq millions de personnes déplacées, et à des actes de violence généralisés contre les civils.

La pauvreté est omniprésente. Les indicateurs sociaux sont parmi les plus faibles au monde dans le contexte d'une croissance démographique élevée (environ 3 % par an). En 2016, l'indice de développement humain du PNUD plaçait la RDC au 178^e rang sur 185 pays. La capacité budgétaire est limitée. Les recettes intérieures sont faibles, même par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne. La capacité institutionnelle est limitée, comme en atteste la note de 2,7 obtenue à l'issue de l'évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) (une note inférieure à 3,2 est le signe de faibles résultats).

Democratic Republic of the Congo: Episodes of Violent Conflict ^{1/}

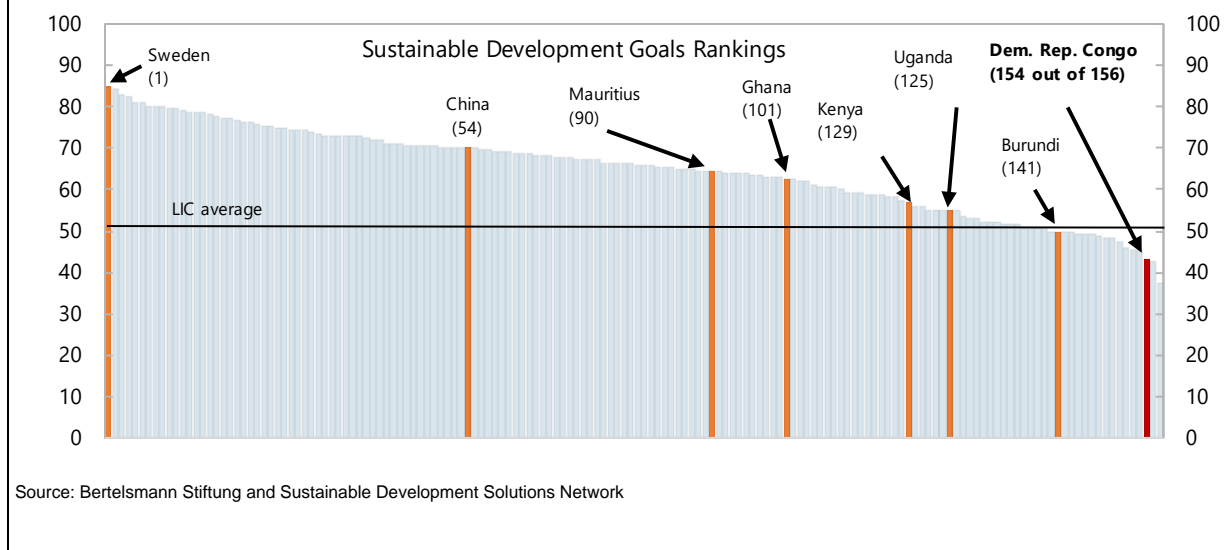


1/ CNL : Conseil national de libération. FLNC : Front pour la libération nationale du Congo. CNDP : Congrès national pour la défense du Congo. M23 : Mouvement du 23 mars. APCLS : Alliance des patriotes pour un Congo libéré et souverain.

2. **Le pays connaît actuellement sa plus grave épidémie de la maladie à virus mortel Ebola, laquelle a récemment été déclarée « urgence de santé publique de portée internationale » par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).** Au 17 juillet, 2 532 cas, dont 1 705 décès, avaient été signalés. L'épidémie a commencé en août 2014 dans le nord-est du pays, près de la frontière avec l'Ouganda, le Rwanda et le Soudan du Sud. Quelques cas ont été confirmés en Ouganda. La réaction à l'épidémie a été coordonnée par l'OMS, des ONG et le ministère de la Santé. Un violent conflit dans les régions touchées et la méfiance à l'égard des pouvoirs publics ont entravé les efforts déployés pour endiguer l'épidémie, malgré le recours généralisé à un vaccin mis au point vers la fin de l'épidémie de 2014–2016, qui avait tué plus de 11 000 personnes en Afrique de l'Ouest. Les répercussions économiques de cette épidémie ont été jusqu'à présent limitées.

3. **Le pays souffre également d'autres crises humanitaires et sanitaires récurrentes.** Un violent conflit dans le nord-est de la RDC a provoqué le déplacement d'environ cinq millions de personnes à l'intérieur du pays. Le retard pris sur les objectifs de développement durable est considérable (graphique 2).

Graphique 2 du texte. République démocratique du Congo : objectifs de développement durable



4. **La première transition présidentielle pacifique de l'histoire du pays a eu lieu en janvier 2019.** Félix Tshisekedi, candidat de l'opposition, a été déclaré vainqueur des élections présidentielles qui se sont déroulées en décembre 2018, avec deux ans de retard. Le parti du président sortant, M. Kabila, a obtenu une large majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat, ce qui a nécessité la recherche de compromis pour les nominations du Premier ministre et de son gouvernement. Sylvestre Llunga, ancien conseiller économique du gouvernement précédent, a été nommé Premier ministre en mai 2019, mais la composition finale de son gouvernement n'a pas encore été annoncée. Le président Tshisekedi a établi un programme de 100 jours qui repose sur quatre piliers : i) la bonne gouvernance ; ii) la croissance économique durable ; iii) l'Humain ; et iv) une société solidaire. Il a l'intention d'accroître les investissements publics afin de combler un important déficit d'infrastructures.

5. **Les consultations au titre de l'article IV ont fourni une occasion bienvenue de renouer le dialogue avec les autorités de la RDC après une longue interruption (les dernières consultations avaient eu lieu en juillet 2015).** Les autorités ont invoqué l'incertitude politique pour justifier le report des consultations qui auraient dû se tenir plus tôt. Dans l'ensemble, les données économiques fournies sont restées suffisantes pour mener à bien les activités de surveillance. Certaines recommandations formulées à l'issue des consultations précédentes sont toujours d'actualité (annexe IV). Elles portent notamment sur la nécessité i) d'accroître les recettes intérieures ; ii) d'éliminer les goulets d'étranglement qui entravent l'activité du secteur privé ; iii) de renforcer la gouvernance et la transparence, en particulier dans la gestion des ressources naturelles ; et iv) de recapitaliser la banque centrale pour renforcer son autonomie financière et opérationnelle. Les autorités se sont également dites intéressées par la mise en place d'un programme appuyé par le FMI afin d'accompagner leur programme de développement économique.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

6. **La situation économique s'est considérablement détériorée après les consultations au titre de l'article IV menées en 2015.** Entre 2014 et 2016, les cours du cuivre ont chuté de 30 % et ceux du cobalt de 21 %. Compte tenu de la prédominance de ces minerais dans l'économie (encadré 2), ces chocs ont entraîné des baisses notables des recettes publiques et des recettes en devises. En 2017, les donateurs ont réduit leur aide en raison du report des élections présidentielles. Le taux de croissance a fortement baissé, passant de 6,9 % en 2015 à 2,4 % en 2016, avant se rétablir partiellement à 3,7 % en 2017. La Banque centrale du Congo (BCC) a monétisé le déficit budgétaire qui en a résulté et est intervenue sur le marché des changes, tandis que des arriérés intérieurs étaient accumulés. Entre 2015 et 2017, le franc congolais s'est déprécié de 72 %, l'inflation annuelle moyenne a bondi de 1 % à 36 % et les réserves de la BCC sont passées de 4,9 à 1,9 semaine d'importations de biens et services.

7. **La politique macroéconomique a été ajustée par la suite pour éviter un effondrement.** Au milieu de l'année 2017, le gouvernement a présenté un budget équilibré sur une base caisse tout en continuant d'accumuler des arriérés intérieurs. La BCC a progressivement relevé son taux directeur (de 2 % en septembre 2016 à 20 % en juin 2017) ainsi que le niveau de réserves de liquidités obligatoires. En conséquence, l'inflation a fortement ralenti (graphique 1).

8. **Le raffermissement des prix du cuivre et du cobalt et l'augmentation de la production ont amorcé une reprise en 2018.** Le PIB total a augmenté d'environ 5,8 % et le PIB hors industries extractives de seulement 1,9 %. L'inflation en glissement annuel est tombée à 7,2 % en décembre 2018 et le franc congolais ne s'est déprécié que de 2,5 % dans le courant de l'année. Le déficit du compte courant est passé de 3,2 % du PIB en 2017 à 4,6 % du PIB en 2018, tandis que les réserves de change de la banque centrale se sont légèrement redressées pour atteindre 2,6 semaines d'importations. Compte tenu de l'accès limité au financement extérieur, la dette publique extérieure a légèrement diminué pour s'établir à 13,7 % du PIB à la fin de 2018, tandis que la dette intérieure, qui ne comprend que des arriérés intérieurs, est passée de 0,3 % du PIB en 2015 à environ 6,5 % du PIB à la fin 2018.

9. **Les conditions financières se sont également améliorées en 2018.** Les agrégats monétaires ont rebondi (M2 a progressé de 30 %), ce qui s'est traduit par une forte reprise du crédit au secteur privé (en hausse de 56 %). La dollarisation du système bancaire s'est stabilisée après une nette hausse liée à une forte dépréciation de la monnaie au cours des années précédentes, avec un ratio dépôts en devises/dépôts totaux de 90 % en décembre 2018 (contre 84 % à la fin 2015). Néanmoins, de nombreux indicateurs de solidité financière n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant les chocs externes et politiques (tableau 5).

10. **Les résultats récents mettent en évidence les difficultés qu'il reste à surmonter.** Malgré un relâchement budgétaire à la fin de l'année 2018 pour financer les élections, un excédent budgétaire de 0,4 % du PIB a été enregistré sur l'ensemble de l'année, grâce à une forte augmentation des recettes minières. La BCC a de nouveau abaissé son taux directeur, à 9 % en avril

2019, tout en maintenant le niveau des réserves obligatoires inchangé. À la fin juin 2019, l'inflation en glissement annuel était de 4,1% et la monnaie locale s'était dépréciée de 0,6 % depuis le début de l'année. Les réserves internationales ont augmenté d'environ 48 millions de dollars au cours des cinq premiers mois de l'année 2019 et le déficit budgétaire était proche de 0 % du PIB.

Encadré 2. Le secteur minier en République démocratique du Congo

Le secteur minier joue un rôle central dans l'économie congolaise. Le cuivre et le cobalt sont les principales matières premières et représentaient respectivement 50 % et 35 % du total des revenus miniers en 2018, suivis par l'or, le diamant, le zinc, le coltan, la cassitérite, la wolframite et l'argent. En 2018, la RDC était le quatrième producteur de cuivre (5,7 % de la production mondiale) et le premier producteur de cobalt (64 % de la production mondiale). La production se fait à l'échelle industrielle et artisanale, et le secteur emploie environ 4 % de la population en âge de travailler. La part de l'industrie minière dans le PIB a dépassé 25 % au cours des cinq dernières années et était proche de 30 % en 2018. Sa contribution à la croissance du PIB a été irrégulière, sous l'effet des fluctuations des prix du cuivre et du cobalt. En moyenne, un quart du total des investissements directs étrangers (IDE) réalisés au cours des 10 dernières années a été lié au secteur minier. Au-delà des impôts et des taxes qu'elles paient, les sociétés minières jouent également un rôle social et économique important dans les régions concernées (construction ou entretien d'hôpitaux, d'écoles et d'infrastructures publiques, notamment de routes, etc.) ; toutefois, ce secteur a souvent été critiqué pour son manque de transparence et de respect des droits de l'homme.

Les minerais ont représenté plus de 90 % des exportations totales au cours des cinq dernières années, ce qui rend le pays très vulnérable aux chocs extérieurs. La volatilité des prix, comme en témoigne la chute des cours de 2015–2016, accentue la nécessité de constituer des réserves et de diversifier l'économie pour atténuer les répercussions des chocs extérieurs.

Democratic Republic of the Congo: Mining Sector, 2014-18

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|--------|------|------|------|-------|
| | Actual | | | | Prel. |
| Mining GDP growth | 19.3 | 4.8 | -0.7 | 7.8 | 16.9 |
| Mining share in GDP (percent of GDP) | 26.3 | 25.8 | 25.0 | 26.0 | 28.7 |
| Mining export as share of total exports | 94.8 | 97.2 | 73.0 | 99.0 | 98.8 |
| Mining revenue as share of total revenue | n.a | n.a | n.a | 10.6 | 20.3 |

Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections.

Le nouveau code minier, adopté en juin 2018, devrait permettre d'augmenter les recettes minières. Le code précédent, promulgué au sortir de la guerre civile, était particulièrement favorable aux sociétés minières, car il fallait attirer des investissements privés. Le nouveau code relève considérablement les redevances et les impôts miniers et élimine les dispositions relatives à l'amortissement accéléré (voir le document de la série des questions générales sur la gestion des ressources naturelles en RDC). Les sociétés minières ont critiqué certains éléments du nouveau code, notamment l'abrogation de la clause de stabilité budgétaire sur dix ans et le relèvement de la part des recettes d'exportation devant être rapatriée (de 40 à 60 %). Ces dernières estiment qu'il leur est désormais difficile de s'acquitter de leurs obligations à l'étranger. De leur côté, les autorités de la RDC insistent sur le bien-fondé de cette évolution, grâce à laquelle les recettes d'exportation peuvent avoir des retombées positives sur le reste de l'économie.

PERSPECTIVES ET RISQUES

11. **Dans le scénario de référence, fondé sur une politique économique de statu quo, les objectifs de développement (promotion d'une croissance inclusive et création des emplois pour une population en expansion rapide) ne peuvent pas être réalisés.** Le scénario se caractérise par la poursuite d'une politique macroéconomique prudente, combinée à des réformes économiques et de gouvernance limitées. Il suppose une baisse des prix des matières premières d'environ 7 % en 2019, conformément aux projections des Perspectives de l'économie mondiale, et un maintien de ces niveaux à l'avenir. De faibles déficits budgétaires sont prévus car les possibilités de financement restent restreintes, ce qui limite les projets d'investissement. La politique monétaire et la politique de change demeurent compatibles avec la lente reprise des réserves de change de la BCC. À moyen terme, la croissance du PIB et l'inflation devraient s'établir en moyenne à environ 4 et 5 % respectivement, tandis que la couverture des réserves augmentera progressivement pour atteindre 5 semaines d'importations. Ce scénario est sous-optimal : la croissance est insuffisante pour répondre aux besoins de développement considérables de la RDC et à une demande d'emplois élevée pour une population en rapide expansion, et les amortisseurs extérieurs qu'il produirait pour se protéger contre des chocs seraient encore trop limités, bien qu'en progression.

12. **Un scénario de réforme fondé sur les recommandations ci-dessous conduirait à une croissance inclusive plus élevée et à des amortisseurs plus solides.** Le scénario repose sur une accélération régulière de la croissance non extractive, portée par des réformes. À moyen terme, la croissance globale du PIB serait supérieure de 0,3–1,7 point de pourcentage à celle prévue dans le scénario de référence. Les dépenses d'infrastructure et les dépenses sociales seraient considérablement revues à la hausse à moyen terme (de 4,3 % du PIB d'ici à 2024) grâce à l'augmentation des recettes budgétaires résultant d'une série de réformes de la politique et de l'administration fiscales, ainsi que d'une hausse des dons et du financement extérieur grâce à une amélioration des relations avec les partenaires pour le développement. Comme indiqué dans le tableau 1, une hausse des emprunts extérieurs de 1 à 2,5 % du PIB par an permettrait de maintenir la dette extérieure publique au-dessous de 15 % du PIB et le risque de surendettement à un niveau modéré. La politique budgétaire plus expansionniste n'accroîtrait pas la vulnérabilité budgétaire, compte tenu des dividendes de croissance qui seraient tirés des réformes. Les réserves de change augmenteraient plus rapidement et permettraient de couvrir trois mois d'importations d'ici à 2024. Les recettes budgétaires, bien que plus élevées que celles du scénario de référence, restent relativement faibles. Cela s'explique par l'ampleur des contraintes pesant sur la perception des recettes évoquées ci-dessous. Pour remédier à ces contraintes de manière plus exhaustive, il faudrait mettre en œuvre des réformes qui s'inscrivent dans la durée, au-delà du moyen terme.

13. **Des risques considérables pèsent sur les perspectives économiques (matrice d'évaluation des risques, annexe III).** Une escalade de l'épidémie actuelle d'Ebola vers d'autres régions pourrait avoir des répercussions macroéconomiques néfastes, en fonction de l'ampleur de l'épidémie et de sa répartition géographique. L'activité économique finirait par être perturbée, ce qui entraînerait une perte de recettes budgétaires et d'exportations, tandis que des fonds publics pourtant limités devraient être réaffectés pour financer la riposte à cette escalade. Dans ces

conditions, la communauté internationale doit renforcer considérablement son appui logistique et financier à cette riposte. Le financement au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) pourrait soutenir ces efforts et contribuer à atténuer les conséquences négatives pour le budget et la balance des paiements. Parmi les autres risques figurent un relâchement budgétaire monétisé par la banque centrale, une chute des prix du cuivre et du cobalt et une intensification des conflits armés en cours. En outre, le fait que les relations de correspondants bancaires passent principalement par une seule banque intérieure rend le secteur bancaire vulnérable. Sur le plan politique, les tensions au sein de la coalition gouvernementale pourraient compromettre la stabilité politique et macroéconomique. Du côté positif, le nouveau régime pourrait faciliter la mise en œuvre des réformes et la reprise de l'aide apportée par les donateurs.

14. **Les autorités souscrivent dans l'ensemble à l'évaluation des risques faite par les services du FMI, mais elles ne sont pas d'accord avec les prévisions de croissance du scénario de référence et anticipent des perspectives généralement plus positives.** Elles prévoient un taux de croissance de 5,9 % en 2019 (contre 4,3 % selon les projections des services du FMI), avec des prévisions plus optimistes aussi bien dans le secteur extractif que non extractif. Elles s'attendent à une augmentation de la demande mondiale de voitures électriques, qui devrait soutenir une forte croissance dans les industries extractives, à une hausse des investissements publics grâce au programme de 100 jours du gouvernement et à une reprise de l'activité dans le secteur privé, qui relancerait la croissance hors industries extractives. Les autorités ont également souligné que i) les banques commerciales disposent d'avoirs extérieurs nets élevés et ii) une grande partie des importations est effectuée par des sociétés minières dont les recettes en devises étrangères sont abondantes.

Tableau 1. République démocratique du Congo : principaux indicateurs économiques, 2018-2024**(en % du PIB, sauf indication contraire)**

| Baseline Scenario | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|-------|------|------|-------------|------|------|------|
| | Prel. | | | Projections | | | |
| Real GDP | 5.8 | 4.3 | 3.9 | 3.4 | 4.5 | 4.3 | 4.6 |
| Consumer prices, period average | 29.3 | 5.5 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 |
| Revenue and grants | 11.6 | 10.8 | 10.6 | 11.3 | 11.7 | 12.0 | 12.3 |
| Revenue | 10.4 | 9.5 | 9.1 | 9.7 | 10.0 | 10.2 | 10.5 |
| Grants | 1.1 | 1.3 | 1.5 | 1.6 | 1.7 | 1.8 | 1.8 |
| Expenditures | 11.2 | 10.9 | 10.8 | 11.1 | 11.5 | 11.8 | 12.2 |
| <i>Of which:</i> capital expenditures | 1.7 | 2.1 | 2.4 | 2.6 | 3.0 | 2.7 | 3.5 |
| Overall fiscal balance (commitment basis) | 0.4 | -0.2 | -0.1 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.1 |
| Current account balance, incl. transfers | -4.6 | -3.5 | -4.2 | -4.4 | -4.3 | -4.4 | -4.5 |
| Gross official reserves (weeks of imports) | 2.6 | 3.7 | 3.9 | 4.2 | 4.6 | 4.8 | 5.0 |
| External public debt | 13.7 | 13.3 | 12.7 | 12.1 | 10.9 | 9.8 | 8.9 |
| Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections. | | | | | | | |
| Reform Scenario | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| | Prel. | | | Projections | | | |
| Real GDP | 5.8 | 4.3 | 4.2 | 4.0 | 5.5 | 5.6 | 6.3 |
| Consumer prices, period average | 29.3 | 5.5 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 |
| Revenue and grants | 11.6 | 10.8 | 11.1 | 11.8 | 12.8 | 13.1 | 14.2 |
| Revenue | 10.4 | 9.5 | 9.5 | 10.0 | 10.9 | 11.1 | 12.0 |
| Grants | 1.1 | 1.3 | 1.6 | 1.8 | 1.9 | 2.0 | 2.2 |
| Expenditures | 11.2 | 10.9 | 11.8 | 12.7 | 14.1 | 14.9 | 16.5 |
| <i>Of which:</i> capital expenditures | 1.7 | 2.0 | 3.4 | 4.2 | 5.7 | 6.2 | 7.2 |
| Overall fiscal balance (commitment basis) | 0.4 | -0.1 | -0.7 | -0.8 | -1.3 | -1.8 | -2.4 |
| Current account balance, incl. transfers | -4.6 | -3.5 | -4.0 | -4.3 | -4.7 | -5.2 | -5.8 |
| Gross official reserves (weeks of imports) | 2.5 | 3.2 | 4.1 | 5.9 | 8.2 | 10.7 | 12.0 |
| External public debt | 13.7 | 13.0 | 12.4 | 12.2 | 12.2 | 13.0 | 14.6 |
| Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections. | | | | | | | |

MESURES ET RÉFORMES

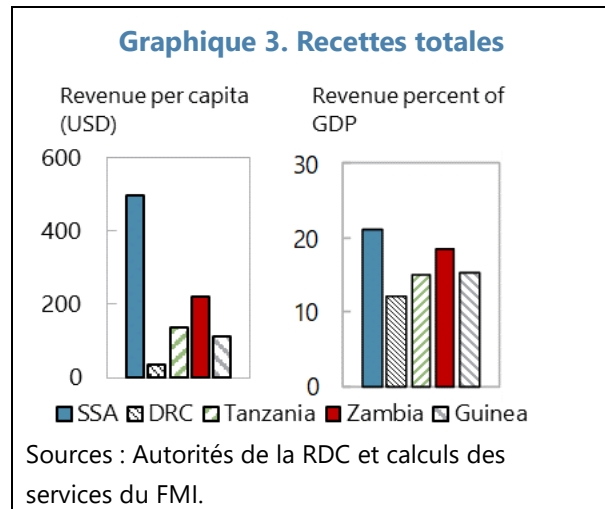
A. Accroître les marges de manoeuvre et la crédibilité budgétaires

15. **D'après les tendances actuelles, le caractère limité des recettes et des possibilités de financement exige le maintien d'une politique budgétaire restrictive.** Les perspectives de recettes sont limitées et volatiles, et l'accès au financement est limité, malgré un risque de surendettement modéré (voir l'analyse de viabilité de la dette). Dans ces circonstances, les autorités

devraient continuer de restreindre leurs dépenses et de mettre en œuvre un budget équilibré sur base caisse servant de point d'ancrage budgétaire. De vastes réformes permettraient d'accroître les ressources de l'État, notamment en réactivant le soutien des donateurs. Un retour au strict respect de la règle de non-financement du budget par la banque centrale devrait être imposé pour éviter de monétiser le déficit et de créer de l'inflation. À moyen terme, les services du FMI ont recommandé l'élaboration d'un cadre de politique budgétaire fondé sur le solde intérieur hors minerais afin de lisser les dépenses par rapport à des recettes minières volatiles et de permettre une augmentation des investissements publics tout en maintenant la viabilité de la dette. À cet effet, il convient d'améliorer les prévisions des recettes minières, notamment en mettant à jour le modèle d'analyse budgétaire de l'industrie extractive, avec une aide du FMI en matière de renforcement des capacités, et en améliorant la coordination interinstitutionnelle.

16. Il est prioritaire d'accroître l'espace budgétaire en augmentant les recettes, en particulier les recettes hors ressources naturelles.

Le ratio recettes/PIB de la RDC est inférieur à 12 %, alors qu'il est en moyenne supérieur à 20 % dans les pays d'Afrique subsaharienne, ce qui est le signe d'un écart fiscal notable (estimé par la Banque mondiale à 5,3 % du PIB). L'objectif doit être de réduire fortement cet écart (voir ci-dessous). Une série de lacunes expliquent cet écart : le niveau élevé des dépenses fiscales et l'omniprésence de l'économie informelle, l'étroitesse de l'assiette de l'impôt, un effondrement du système de TVA, la prolifération d'impôts vexatoires et d'organismes de perception de l'impôt, le chevauchement des taxes nationales et provinciales, la difficulté de surveiller de longues frontières et l'omniprésence de la corruption. Avec un appui du département des finances publiques du FMI et de la Banque mondiale en matière de renforcement des capacités, une évaluation des dépenses fiscales a récemment été effectuée. Les services du FMI recommandent de publier l'évaluation en même temps que le budget 2020 et de définir un plan de rationalisation des dépenses fiscales à moyen terme.



17. Une simplification du régime fiscal devrait élargir l'assiette de l'impôt et permettre d'accroître les recettes.

Selon des estimations, les dépenses fiscales représentent environ 2 % du PIB. Le régime actuel est extrêmement complexe et fragmenté avec plus de 350 impôts et 800 prélèvements parafiscaux pour la seule administration centrale. La prolifération de taxes et d'organismes de perception nuit à la transparence et à la responsabilité, génère de l'incertitude et pénalise les entreprises. La coordination entre les trois principaux organismes de perception et plusieurs autres, bien qu'en progrès, reste limitée. Il convient de mettre à jour et de regrouper les systèmes et plateformes de perception informatisés pour faciliter le partage de l'information et réduire la fraude fiscale.

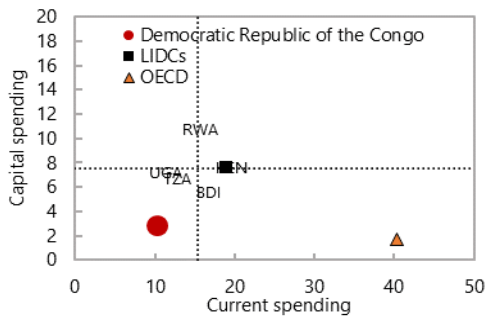
18. **Avec la mise en œuvre du nouveau code minier, les recettes tirées des ressources naturelles devraient augmenter, mais rester volatiles.** Le taux d'imposition effectif moyen serait nettement supérieur aux points de comparaison internationaux (Natural Resource Governance Institute, 2018), en particulier pour l'or. Bien qu'une augmentation des recettes de l'État dans le secteur minier soit la bienvenue, le code révisé pourrait limiter le développement du secteur minier. Les autorités devraient intégrer davantage les recettes minières au Trésor de l'administration centrale (y compris celles provenant des entreprises publiques et du Fonds minier pour les générations futures) et renforcer l'administration fiscale pour, par exemple, limiter les pratiques des prix de transfert. Les autorités ont cessé de percevoir la TVA sur les importations des sociétés minières en raison de leur incapacité à rembourser le crédit de TVA. Les arriérés de crédits de TVA s'élevaient à 1,3 milliard de dollars à la fin mars 2019. Les autorités envisagent des remboursements progressifs sur les paiements de futurs impôts. Les services du FMI ont recommandé la mise en place d'un dispositif institutionnel approprié pour rétablir la perception de la TVA et élaborer un plan d'audit et d'apurement des arriérés de crédit de TVA.

19. **Il faut rendre les dépenses plus efficaces dans la mesure où les ressources sont limitées.** Les dépenses totales de l'administration centrale restent modestes, mais les dépenses courantes ont augmenté plus vite que les investissements au cours de ces dernières années. La masse salariale, équivalente à environ la moitié des recettes fiscales, pèse lourdement sur le budget de l'État et l'efficacité des dépenses est faible (document de la série des questions générales sur la pauvreté et les dépenses sociales publiques en RDC et graphique 4). Il est nécessaire de réformer la fonction publique pour en accroître l'efficacité, en rationalisant le nombre de fonctionnaires tout en augmentant des salaires. En outre, les besoins d'investissement sont considérables et les autorités ont élaboré un ambitieux programme d'investissement fondé sur le programme de 100 jours du Président, bien que les possibilités de financement soient limitées. Le ministère des Finances prévoit d'émettre des titres du Trésor à partir de 2019. Le financement par les donateurs pourrait être assuré, mais pas dans l'immédiat.

Graphique 4. République démocratique du Congo : efficacité et composition des dépenses

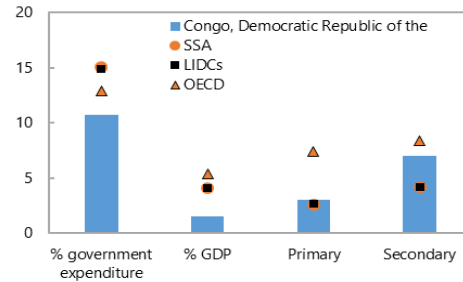
Les niveaux de dépenses sont faibles par rapport à des pays comparables.

Current and Capital Spending (in percent of GDP), 2016 2/



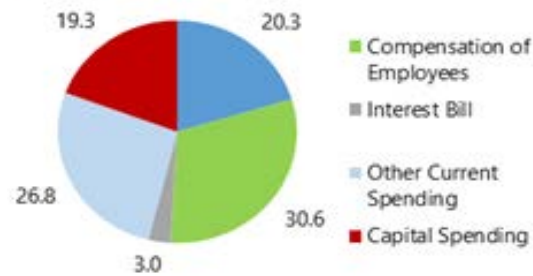
Les résultats de la RDC en ce qui concerne les dépenses d'éducation sont inférieurs à ceux de pays comparables.

Government Education Expenditure, Latest Value Available



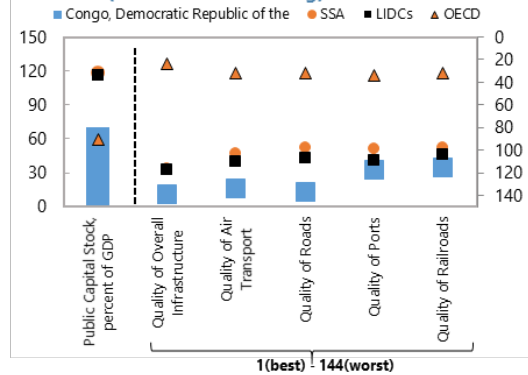
Les traitements absorbent la majorité des recettes.

Democratic Republic of the Congo -- Economic Classification (in percent of total), Latest Value Available



Les besoins en matière d'infrastructures sont énormes.

Capital Stock and Infrastructure Quality, Latest Value Available (% of GDP and ranking)



Sources : calculs des services du FMI.

20. **Des progrès ont été accomplis dans la gestion des finances publiques, mais les fonctions essentielles restent faibles.** Le cadre macroéconomique est désormais mis à jour tous les trimestres et la coopération entre les services pour établir des prévisions de recettes s'est améliorée. Toutefois, la crédibilité du budget est entamée par des faiblesses persistantes dans les prévisions de recettes et par les pressions exercées par le Parlement pour fixer des objectifs de recettes élevés afin de justifier des allocations de dépenses plus importantes. Les services du FMI recommandent d'établir des projections réalistes pour les recettes (en particulier dans le secteur minier) et les dépenses, et de prendre ces projections en considération dans un budget révisé pour 2019 et dans le projet de budget 2020. En outre, l'exécution du budget a surtout reposé sur un comité hebdomadaire de gestion de la trésorerie qui surveille les recettes perçues et établit les priorités de paiement en recourant largement à des procédures ad hoc ou de dépenses avant ordonnancement. Il faut donc rétablir progressivement la chaîne des dépenses et limiter le recours à

ces procédures. Un système informatisé de la chaîne des dépenses devrait être utile à cet égard, mais il doit être appuyé par une réglementation encadrant strictement l'utilisation de procédures de dépenses extraordinaires.

21. **Il faut améliorer la planification de la trésorerie et mettre pleinement en œuvre un compte unique du Trésor pour améliorer la gestion de la trésorerie.** Il convient de renforcer le suivi des flux de trésorerie et d'améliorer la coordination entre le gouvernement et la BCC dans l'établissement des plans de trésorerie. Les recettes ne sont que partiellement intégrées au compte unique du Trésor, qui se compose d'un compte général et de plusieurs sous-comptes dont les fonds ne peuvent pas être réaffectés à ce compte général. En outre, certains comptes du secteur public sont complètement étrangers au circuit du Trésor, notamment les « comptes spéciaux », dont les ressources spécifiques sont dépensées hors budget de l'administration centrale (ex. : le Fonds routier). Les autorités devraient adopter une législation permettant le transfert direct des flux de recettes au compte général de l'administration et systématiser la fongibilité des ressources des sous-comptes de l'État. En outre, les comptes spéciaux devraient être progressivement intégrés dans le budget.

22. **Il faut adopter une stratégie visant à rembourser des arriérés intérieurs dont le montant pourrait être élevé.** À la fin de l'année 2018, l'encours des arriérés intérieurs, hors arriérés de remboursement de TVA, s'élevait à 6,5 % du PIB, dont 61 % correspondaient à des arriérés audités (essentiellement des dettes provenant de secteurs sociaux ou faisant suite à des décisions judiciaires) et le reste à des dettes envers des provinces ou des sociétés pétrolières. Jusqu'à 7 % du PIB en arriérés potentiels restent à vérifier. La stratégie devrait prévoir un audit indépendant par des experts internationaux ou locaux de tous les arriérés intérieurs non vérifiés, un règlement croisé pour les dettes croisées et l'élaboration d'un plan d'action à moyen terme pour le règlement des arriérés restants.

23. **Le risque de surendettement de la RDC est jugé modéré malgré un faible ratio dette/PIB.** La dette extérieure équivaut à 13,7 % du PIB, dont près de 40 % correspond à des engagements au titre du projet d'infrastructures minières « Sicominex ». Elle a diminué depuis l'AVD de 2015, mais la dette intérieure est passée de 0,3 % du PIB en 2014 à 6,5 % en 2018, du fait notamment des efforts que les autorités ont déployés pour élargir la couverture de la dette intérieure en tenant compte des provinces et en vérifiant les arriérés de longue date. Le ratio du service de la dette aux recettes est élevé : la persistance de cette vulnérabilité souligne l'importance d'accroître les recettes. Tout en reprenant le dialogue avec la communauté internationale, la RDC devrait éviter les emprunts extérieurs coûteux, les prêts garantis et les arriérés extérieurs. Les autorités devraient élaborer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme afin de maximiser l'efficacité des emprunts et d'assurer la viabilité de la dette. Elles devraient continuer d'élargir la couverture de la dette, en tenant notamment compte de la dette des entreprises publiques qui ne bénéficient pas de garanties explicites de la part de l'administration centrale.

24. **Les autorités souscrivent dans l'ensemble à l'analyse des services du FMI, mais leurs prévisions de recettes sont plus optimistes.** Elles estiment que l'augmentation des recettes, grâce au nouveau code minier et à l'émission de bons du Trésor, devrait permettre de financer

l'investissement prévu dans le programme de 100 jours du gouvernement. Elles sont disposées à renouer le dialogue avec la communauté internationale dans l'optique d'une contribution au financement de projets d'investissement et d'une aide budgétaire. Les autorités prévoient de mettre la dernière main à un programme de réforme de la gestion des recettes intérieures et des finances publiques une fois que le nouveau gouvernement sera en place, avec l'appui en matière de renforcement des capacités demandé, notamment dans le cadre d'un projet du fonds fiduciaire spécialisé dans la gestion de la richesse des ressources naturelles.

B. Politique monétaire et politique de change

25. **La politique monétaire est perturbée par la forte dollarisation financière.** L'objectif ultime de la politique monétaire est d'atteindre un taux d'inflation de 7 % à moyen terme et la BCC fixe les objectifs des agrégats monétaires en conséquence. L'un des principaux instruments de la politique monétaire est l'imposition de réserves obligatoires, dont le niveau est fixé à des taux différenciés en fonction de la monnaie et de l'échéance. Toutefois, les réserves obligatoires doivent être maintenues uniquement en monnaie locale, ce qui crée une asymétrie des taux de change dans les bilans des banques commerciales. Le marché interbancaire est peu actif, notamment parce que les banques disposent de volants de liquidités considérables en devises étrangères, ce qui limite les outils de politique monétaire et le mécanisme de transmission des variations du taux directeur de la BCC. Compte tenu de ses faibles réserves de change, les possibilités d'interventions de la BCC sur le marché des changes sont très limitées, même pour remédier au désordre sur le marché. Le faible niveau des réserves de change de la BCC s'explique en partie par sa politique consistant à conserver ses dépôts en devises étrangères auprès de banques locales.

26. **Il est possible d'affiner le cadre d'action de la BCC pour en améliorer l'efficacité.** La conduite récente de la politique monétaire a donné des résultats positifs malgré une marge de manœuvre limitée. Dans ce contexte, les services du FMI invitent les autorités à maintenir l'orientation et le cadre actuels de la politique monétaire, mais aussi à tirer parti des liquidités abondantes du système bancaire pour accroître les réserves de change de la BCC en envoyant à l'étranger ses dépôts en monnaies étrangères auprès de banques intérieures. Les services du FMI préconisent également de faire en sorte que les réserves obligatoires sur les dépôts en monnaies étrangères soient constituées en monnaies étrangères et conviennent de la nécessité de maintenir des taux plus bas pour les dépôts en monnaie locale. Ils reconnaissent qu'il faudrait faire de la dédollarisation financière un objectif à long terme que les autorités devraient atteindre progressivement grâce à une politique macroéconomique prudente et à la confiance instaurée dans le franc congolais et dans la conduite de la politique monétaire.

27. **Le nouveau code minier de 2018 exige des sociétés minières qu'elles rapatrient 60 % (contre 40 % auparavant) des recettes d'exportation vers leurs comptes en RDC et l'utilisation de ces recettes est soumise aux restrictions prévues par la réglementation des changes de 2014.** Cette initiative durcit la mesure existante de gestion des flux de capitaux au titre de la vision institutionnelle du FMI sur les flux de capitaux. Le relèvement des exigences en matière de rapatriement a contribué à atténuer les pressions intenses sur la balance des paiements.

Conformément à la vision du FMI susmentionnée, le durcissement de l'exigence de rapatriement des recettes d'exportation devrait compléter les ajustements nécessaires de la politique macroéconomique et se réduire à mesure que les ajustements progressent et que les pressions sur la balance des paiements s'atténuent.

28. **La banque centrale gagnerait à disposer d'une autonomie accrue et d'une plus grande transparence financière.** L'évaluation des sauvegardes de 2010 et l'évaluation de la stabilité du système financier de 2014 ont mis en évidence la nécessité de recapitaliser la BCC pour accroître son autonomie opérationnelle et révélé que l'absence de cadre international d'information financière nuisait à sa transparence. Un plan visant à porter le capital de la BCC à environ 130 millions de dollars a été formulé ; toutefois, du fait de contraintes budgétaires, le calendrier de recapitalisation n'a pas encore été arrêté. Deux banques commerciales congolaises publient déjà leurs rapports dans le respect des normes IFRS, tandis que les autres banques et la BCC prévoient de s'y conformer avant la fin 2020. La BCC ne publie qu'une version abrégée de ses états financiers vérifiés sur son site Web, ce qui constitue une entorse aux exigences de la politique en matière de sauvegardes.

29. **La position extérieure de la RDC reste faible.** Le solde courant était estimé à -4,6 % du PIB en 2018, malgré de bons résultats à l'exportation, portés par les prix des matières premières. Le taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié en 2018 et le taux de change nominal s'est stabilisé après deux années de dépréciation prolongée. La position extérieure de la RDC en 2018 était plus fragile que celle correspondant aux paramètres fondamentaux et aux politiques souhaitables. Les modèles révisés de régression EBA-lite indiquent un écart de solde courant d'environ -2,5 % du PIB, principalement dû à des écarts de politique économique, et un désalignement du taux de change d'environ 10 %. Alors que le solde courant devrait rester proche de la norme à moyen terme, et être principalement financé par les investissements directs étrangers, l'insuffisance des réserves de change demeure un problème majeur pour la viabilité extérieure. À moyen terme, il faudrait mettre en œuvre des politiques macroéconomiques prudentes et des politiques structurelles visant à améliorer la compétitivité, le climat des affaires et le contexte institutionnel pour remédier à la vulnérabilité extérieure.

30. **Les autorités souscrivent dans l'ensemble aux vues des services du FMI sur la politique monétaire.** Elles ont précisé que l'obligation de rapatriement visait à stimuler l'investissement intérieur et que les sociétés minières pouvaient demander une dérogation pour faire face à des obligations extérieures supplémentaires. Elles ont également fait observer que, dans la pratique, les sociétés minières ne respectaient pas l'exigence de 60 %, car le système de sanctions en place n'était pas très efficace. Les autorités ont signalé que différentes possibilités étaient à l'étude pour accroître l'efficacité de la politique monétaire, notamment l'alignement des réserves obligatoires sur leur monnaie d'origine. Dans l'ensemble, elles souscrivent à l'évaluation du secteur extérieur réalisée par les services du FMI et aux recommandations correspondantes.

C. Politiques du secteur financier

31. **Le système financier est très vulnérable aux chocs.** La position ouverte nette en devises ainsi que la forte expansion, en 2018, des dépôts et des crédits en monnaies étrangères en faveur du secteur privé sont des sources de risque. Au cours de la flambée des prix des matières premières de 2015-2016, tous les indicateurs de solidité financière se sont dégradés, du fait de la détérioration économique et de l'absence d'amortisseurs (document de la série des questions générales sur les liens macrofinanciers en RDC). En 2016, BIAC, la quatrième plus grande banque du pays, a connu des difficultés financières et a été placée sous l'administration de la BCC. Le BCC devrait accélérer le processus de remise sur pied ou de résolution de la BIAC tout en continuant à surveiller de près le système bancaire.

32. **Certaines recommandations du programme d'évaluation du secteur financier ont été adoptées, mais d'autres restent pertinentes.** Ainsi, les autorités compétentes ont adopté une loi révisée sur le crédit-bail en mars 2015 et une loi sur les systèmes de paiement en juillet 2018. En ce qui concerne le renforcement du cadre réglementaire conformément aux meilleures pratiques internationales, AFRITAC Centre apporte un appui dans ce domaine jusqu'à la fin 2020. Des lignes directrices et des textes réglementaires ont récemment été adoptés et devraient être promulgués cette année. Des progrès ont été accomplis dans l'exécution d'un système de surveillance fondé sur les risques et dans la modernisation d'autres procédures de suivi. Des efforts supplémentaires sont toutefois nécessaires pour accroître la capacité institutionnelle, améliorer la qualité des données financières et mettre en œuvre un processus de réaction rapide de la BCC. Pour renforcer les positions de fonds propres et de liquidités de manière à couvrir adéquatement les risques et contribuer à la stabilité du système financier, le niveau obligatoire de fonds propres requis a été porté à 30 millions de dollars, mais 6 banques sur 16 (hors BIAC) n'y sont pas encore parvenues. Ce niveau sera porté à 50 millions de dollars à la fin 2020.

33. **Le cadre juridique du contrôle est amélioré.** Une nouvelle loi sur la banque centrale a été promulguée en décembre 2018. Elle vise à i) renforcer l'indépendance de la BCC, ainsi que sa responsabilisation et sa transparence, ii) accroître son capital, iii) protéger ses actifs, iv) renforcer le privilège de ses opérations de crédit et v) renforcer son rôle de contrôle pour assurer le bon fonctionnement du système de paiement. Une loi bancaire portant réglementation des établissements de crédit est en cours d'examen au Sénat. Les services du FMI ont proposé de l'aligner pleinement sur les meilleures pratiques internationales. Le secteur de la microfinance se développe constamment, mais reste sous-développé. Ce secteur pourrait jouer un rôle essentiel dans l'inclusion financière. La loi réglementant les établissements de microfinance et les coopératives devrait être améliorée, et les audits et contrôle des données financières devraient être renforcés.

34. **Bien que des progrès aient été accomplis, la RDC doit améliorer son dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT) en s'appuyant sur la**

prochaine évaluation mutuelle. Les banques congolaises souffrent de la diminution des relations de correspondants bancaires, une seule banque locale maintenant des liens directs avec le système mondial de paiement, tandis que l'application de sanctions contre certaines personnalités en RDC a accentué la pression exercée sur les banques pour qu'elles respectent la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux. Une évaluation du dispositif LBC/FT menée par la Banque mondiale en 2014 a recensé des déficiences stratégiques systémiques par rapport à la norme GAFI 2012. La RDC est devenue membre du groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale à la fin de 2017 et une évaluation sur place par rapport aux normes GAFI 2012 a été entreprise à la fin de 2018 : ses résultats sont encore en train d'être peaufinés. La BCC facilite le règlement de transactions internationales entre banques commerciales locales, ce qui évite des retards dans l'utilisation de virements swifts. Après la conclusion de l'évaluation, la RDC devra mettre en œuvre promptement les mesures prioritaires qui figureront dans le rapport.

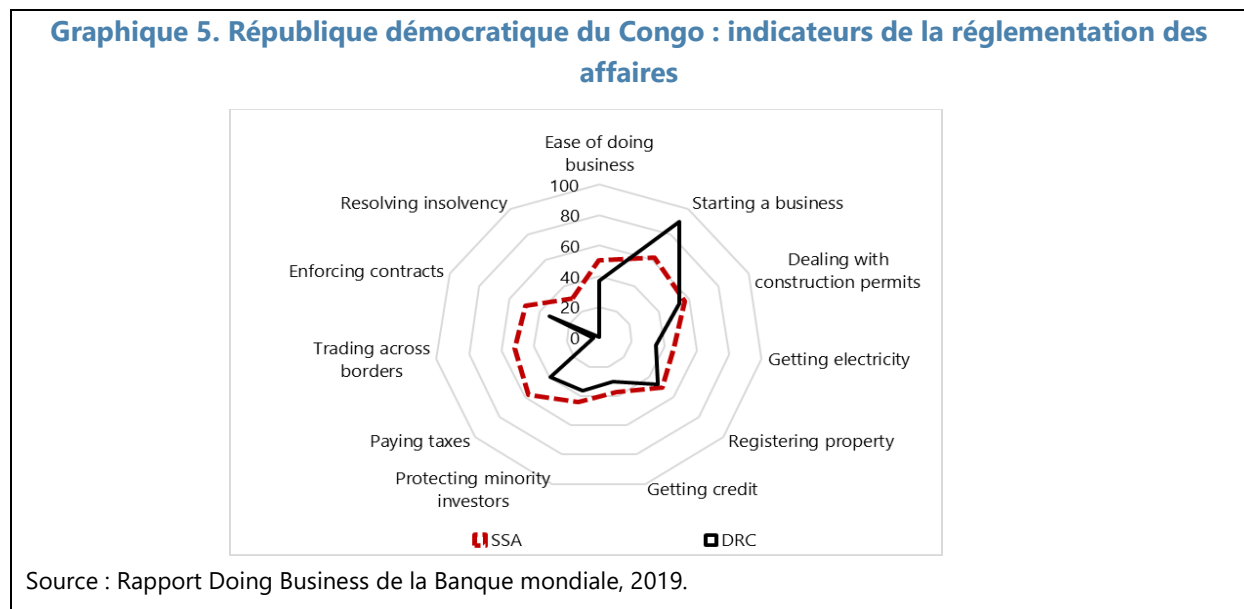
35. **Les autorités souscrivent dans l'ensemble à l'évaluation effectuée par les services du FMI.** Elles sont heureuses du redressement des indicateurs de solidité financière après la chute des prix des matières premières, ainsi que des effets du nouveau code minier sur la liquidité du secteur financier. Elles conviennent de la vulnérabilité du système bancaire à la diminution des relations de correspondants bancaires et sont déterminés à observer pleinement les dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

D. Climat des affaires, gouvernance et corruption

36. **La lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance économique sont des priorités du gouvernement.** Pendant le séminaire de clôture des consultations, le chef de cabinet du président a insisté sur ses objectifs. Les autorités et la société civile ont répété les appels des services du FMI à agir de manière résolue dans ces domaines, au-delà des processus existants. Un décret de 2011 qui oblige l'État à publier tous les contrats miniers, pétroliers et forestiers n'est pas totalement mis en application. La RDC est signataire de l'initiative pour la transparence des industries extractives, dont le rapport 2016 a été publié en juin dernier. Ce rapport fait état de divergences mineures entre les recettes fiscales payées par les sociétés minières et celles reçues par l'État, mais il y a des problèmes de couverture, notamment en ce qui concerne les entreprises publiques. Plusieurs accords miniers importants n'ont pas été publiés. Les services du FMI engagent à faire preuve de plus de transparence, notamment en lançant des appels d'offres publics pour la vente des actifs miniers, en publiant tous les contrats miniers, en divulguant la véritable propriété des parties contractuelles, en publiant les états financiers audités des entreprises publiques et en assurant une participation accrue du pouvoir législatif au suivi de la gestion des actifs publics (document de la série des questions générales sur la gouvernance et la corruption en RDC). Les services du FMI appellent aussi les autorités à accélérer l'adoption de la loi relative à la lutte contre la corruption et de la loi portant création d'une commission indépendante anticorruption. Un renforcement du contrôle contribuera à décourager la corruption. Il est possible de réduire encore la vulnérabilité à la corruption en opérant les réformes recommandées ailleurs dans ce rapport afin de renforcer la gestion des finances publiques, l'administration de l'impôt, la gouvernance des entreprises publiques et de la banque centrale, la surveillance du secteur financier et le dispositif

LBC/FT. Les autorités ont demandé au FMI de procéder à une évaluation de la gouvernance au titre de son nouveau cadre de référence. Les résultats de cette évaluation contribueraient à concevoir et à hiérarchiser les plans de réforme du gouvernement.

37. **Il est nécessaire d'améliorer le climat des affaires pour accélérer la croissance en dehors du secteur minier et favoriser l'inclusion.** Des représentants du secteur privé ont fait état de lourdes procédures administratives, de l'extorsion, de décisions judiciaires arbitraires et d'une pléthore de taxes et autres frais. Tous ces facteurs rendent difficile la pratique des affaires et réduisent la taille de l'économie formelle et de l'assiette de l'impôt (graphique 5). Les services du FMI engagent les autorités à réduire les formalités administratives, à simplifier le système fiscal, ainsi qu'à offrir une sécurité réglementaire et physique aux entreprises. Ils soulignent qu'il est essentiel de respecter et d'appliquer les droits de la propriété, ainsi que de disposer d'un système judiciaire professionnel et indépendant. Les services du FMI soulignent aussi qu'une réforme de la fonction publique contribuerait également à réduire la corruption insignifiante récurrente qui s'explique en partie par le niveau très faible des salaires. Afin d'améliorer la transparence, toutes les entreprises publiques, y compris Gécamines et Sicominex, doivent respecter la réglementation qui prévoit de soumettre les états financiers audités au registre des entreprises publiques. Par ailleurs, ces entreprises devraient publier leurs états financiers sur leur site Web ou sur le site Web du ministère du Portefeuille de l'État.



38. **Les autorités conviennent que des réformes dans ces domaines débrideraient l'activité économique et conduiraient à un élargissement de l'assiette de l'impôt et à une hausse des recettes, et en fin de compte à une croissance plus inclusive.** Cependant, elles notent que l'exécution de ces réformes se heurte à des obstacles, notamment la difficulté de modifier des habitudes profondément ancrées et de vaincre des intérêts particuliers, la nécessité de mobiliser des

financements et un consensus social en faveur de changements structurels tels qu'une réforme de la fonction publique, l'exigence de maintenir un niveau élevé d'investissements publics pour mettre en place une masse critique d'infrastructures afin de porter le progrès, ainsi que le capital politique sur une scène politique fragmentée.

E. Autres questions

39. **La RDC a demandé à adhérer à la Communauté est africaine en juin 2019.** Elle espère promouvoir l'intégration régionale en améliorant ses relations commerciales avec les autres pays membres (Burundi, Kenya, Rwanda, Sud Soudan, Tanzanie et Ouganda). La Communauté est africaine vise à créer une fédération politique qui renforcerait l'intégration économique, politique, sociale et culturelle. L'accession de la RDC à la Communauté est africaine devrait être examinée en novembre prochain.

40. **La communication des données est globalement adéquate aux fins de la surveillance.** Les autorités continuent d'améliorer leurs statistiques, notamment avec l'appui offert par le FMI en matière de renforcement des capacités. Elles doivent améliorer le délai de présentation des données et la couverture des données relatives à la dette.

41. **La stratégie du FMI pour la RDC en matière de renforcement des capacités** porte principalement sur l'amélioration de la préparation et de l'exécution du budget, le renforcement du contrôle et de la réglementation bancaires, l'augmentation des recettes, l'amélioration des données de comptabilité nationale et de finances publiques, et la conduite d'une évaluation de la gouvernance (Annexe II).

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

42. **Le choc sur les matières premières 2015-16 et l'incertitude politique étant maintenant pour l'essentiel choses du passé, la RDC a une occasion de faire avancer des réformes transformationnelles.** L'économie se remet de chocs externes de grande ampleur grâce à une politique macroéconomique prudente, en particulier une politique budgétaire fondée sur une comptabilité de trésorerie, et la première passation de pouvoir pacifique de l'histoire du pays a eu lieu au début de 2019. Le nouveau gouvernement a des plans ambitieux, mais il se heurte à des obstacles considérables, car la RDC continue d'afficher les signes extérieurs complexes de fragilité. L'action des pouvoirs publics a stabilisé l'économie, mais reste insuffisante pour satisfaire les besoins de développement considérables et existant de longue date du pays : il est nécessaire d'opérer des réformes structurelles énergiques pour réaliser une croissance plus élevée et inclusive, ainsi que renforcer la marge de manœuvre. Le scénario de réforme des services du FMI met en évidence les gains qui pourraient être tirés de réformes énergiques.

43. **Il est essentiel d'accroître les recettes intérieures afin de créer un espace budgétaire durable pour les dépenses de développement indispensables.** La RDC affiche un écart de recettes considérable et son ratio impôts/PIB reste bien en deçà de la moyenne observée en Afrique subsaharienne. Les recettes minières devraient augmenter grâce au nouveau code minier, mais elles devraient être intégrées davantage à la trésorerie de l'administration centrale. Les services du FMI recommandent d'accroître les recettes non minières en réduisant les exemptions, en élargissant l'assiette de l'impôt, en simplifiant le système fiscal, ainsi qu'en améliorant l'administration fiscale et le contrôle des frontières.

44. **Il convient de renforcer les systèmes de gestion des finances publiques afin d'améliorer la gestion budgétaire et l'efficacité des dépenses publiques.** Des projections réalistes des recettes (en particulier minières) et des dépenses devraient étayer la formulation et l'exécution du budget de l'État. Il convient de rétablir progressivement la chaîne de la dépense et de limiter l'utilisation de procédures de dépenses d'urgence. Il est nécessaire de réformer la fonction publique pour en accroître l'efficacité, en rationalisant le nombre de fonctionnaires tout en relevant les salaires. Il est nécessaire de mettre en place intégralement le compte unique du Trésor afin d'améliorer la gestion de trésorerie, et il convient de mettre à jour fréquemment les plans de trésorerie. Il faut bien évaluer les projets d'investissements publics, et éviter les emprunts coûteux et les prêts garantis afin de préserver la viabilité de la dette. En outre, il est urgent d'établir une stratégie d'apurement des arriérés intérieurs et d'effectuer un audit des arriérés non résolus.

45. **Un ajustement du cadre de politique monétaire en renforcera l'efficacité.** Les services du FMI appellent à recapitaliser la BCC afin de l'aider à s'acquitter de sa mission. Ils recommandent d'accroître les réserves de change pour permettre à la BCC d'intervenir en cas de turbulences sur le marché et pour consolider la position extérieure, qui était plus faible que la position correspondant aux paramètres économiques fondamentaux et aux paramètres souhaitables de la politique économique en 2018. À cet effet, la BCC devrait tirer parti de l'abondance des liquidités dans le système bancaire pour transférer à l'étranger les dépôts en monnaies étrangères qu'elle détient

aujourd'hui auprès de banques intérieures. Les services du FMI appellent aussi la BCC à mettre en œuvre les normes IFRS pour accroître sa transparence financière.

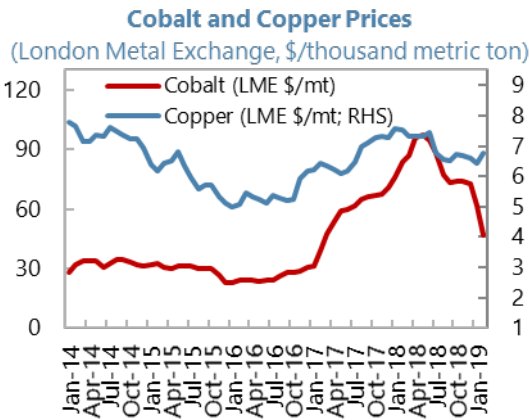
46. Il convient de continuer d'améliorer la réglementation du secteur financier afin de préserver et de développer ce dernier. Des règlements et des directives ont été adoptés récemment, mais ils doivent être mis en œuvre et appliqués. Les autorités devraient adopter rapidement la loi bancaire conformément aux normes internationales. La RDC devrait améliorer son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en mettant en œuvre promptement les mesures prioritaires qui seront recensées dans le prochain rapport d'évaluation du groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale. Il convient de promouvoir la microfinance afin de réaliser une croissance plus inclusive et de renforcer l'inclusion financière.

47. Il est crucial de combattre la corruption et d'améliorer la gouvernance pour accroître la légitimité des institutions publiques et étayer la confiance. Il est urgent d'accroître la transparence, notamment en lançant des appels d'offres pour la vente des actifs miniers, en publiant tous les contrats miniers, en divulguant la véritable propriété des parties contractuelles, en publiant les états financiers audités des entreprises publiques et en suivant de plus près les actifs publics. Les autorités devraient accélérer l'adoption de la loi relative à la lutte contre la corruption et de la loi portant création d'une commission indépendante anticorruption. La demande d'une évaluation de la gouvernance par le FMI devrait contribuer à concevoir et à hiérarchiser les plans de réforme du gouvernement dans ce domaine. Il convient d'améliorer le climat des affaires pour attirer des investissements privés et réaliser une croissance inclusive en réduisant les formalités administratives, en simplifiant le système fiscal et en offrant une sécurité réglementaire et physique.

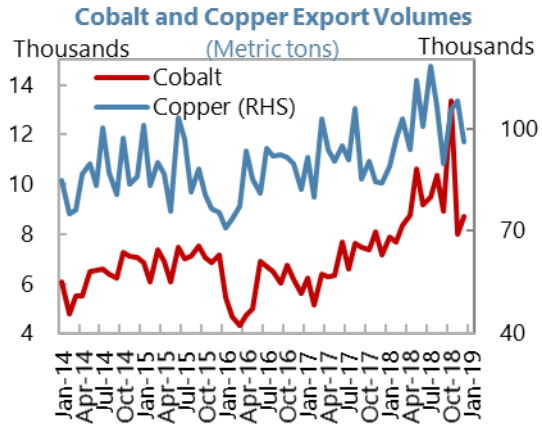
48. Les services du FMI recommandent que la prochaine consultation au titre de l'article IV avec la RDC se déroule selon le cycle de consultation standard de 12 mois.

Graphique 1. République démocratique du Congo : indicateurs extérieurs, 2014–2018

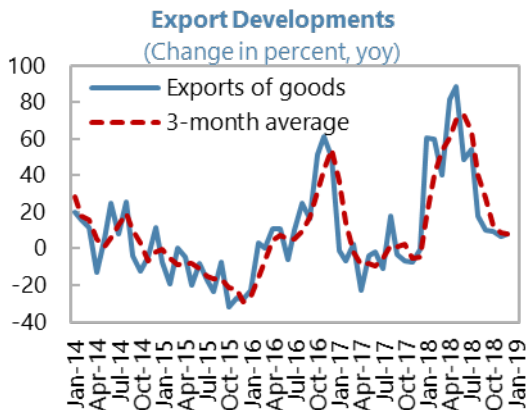
Si les prix du cuivre se sont redressés après leur chute de 2015, ceux du cobalt se sont effondrés.



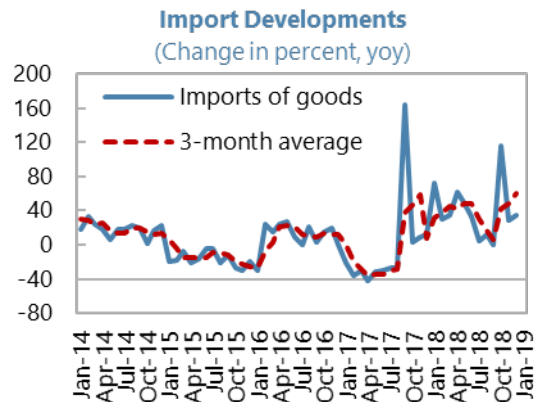
Cependant, la production des deux produits augmente lentement



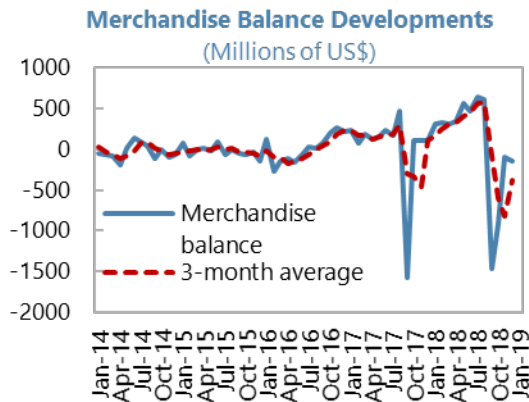
En valeur, les exportations ont diminué fin 2018, du fait de la baisse des prix du cobalt.



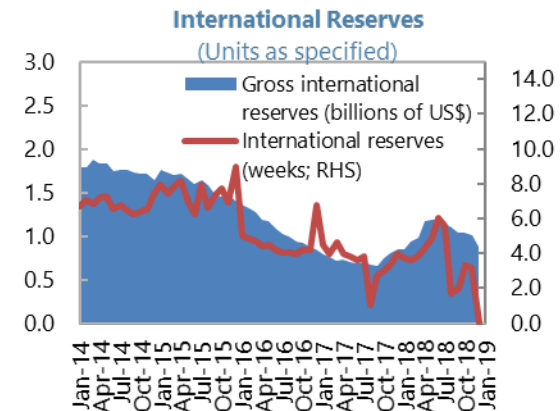
Les importations ont augmenté à la fin de 2018 en raison des dépenses liées aux élections.



En conséquence, la balance commerciale s'est détériorée fin 2018



Les réserves internationales restent faibles

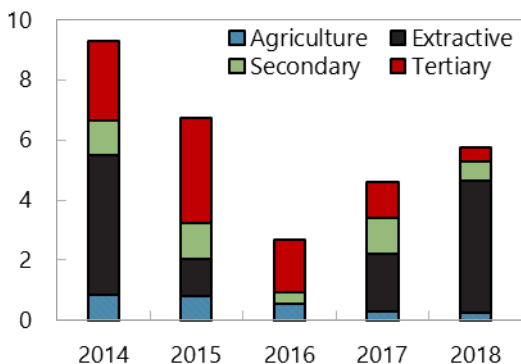


Sources : autorités de la RDC ; estimations des services du FMI s.

Graphique 2. République dém. du Congo : indicateurs réels et budgétaires, 2014–18

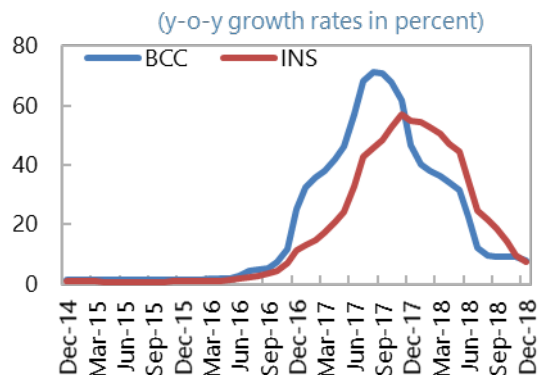
Après la crise de 2015-16, le secteur extractif a été la principale source de croissance au cours des deux dernières années

Sectoral Contribution to Real GDP Growth



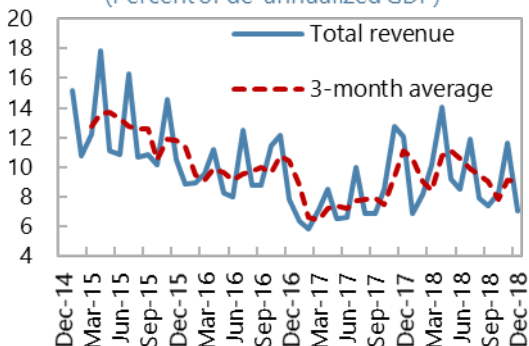
L'inflation a fléchi et s'est stabilisée à un bas niveau.

Inflation Rates



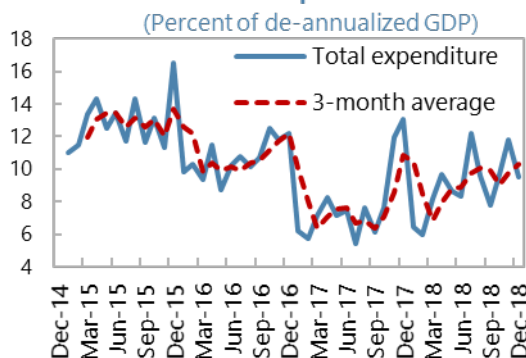
Les recettes restent faibles en dépit du nouveau code minier.

Total Revenue
(Percent of de-annualized GDP)



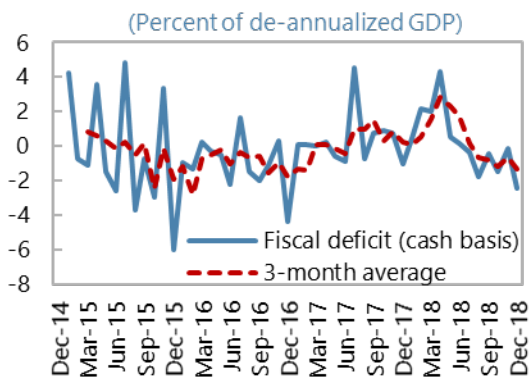
Les dépenses ont augmenté l'an dernier en raison des élections.

Total Expenditure



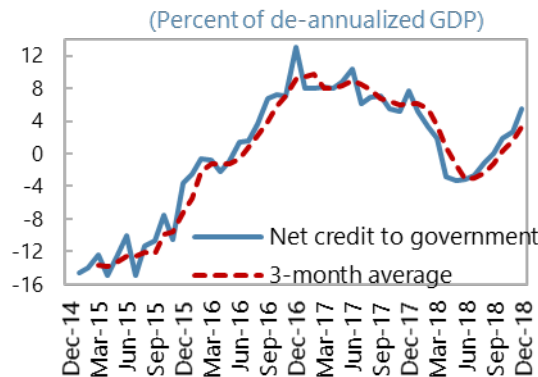
Le déficit budgétaire a été contenu, mais les arriérés intérieurs ont continué d'augmenter

Fiscal Deficit



Le déficit budgétaire a été monétisé

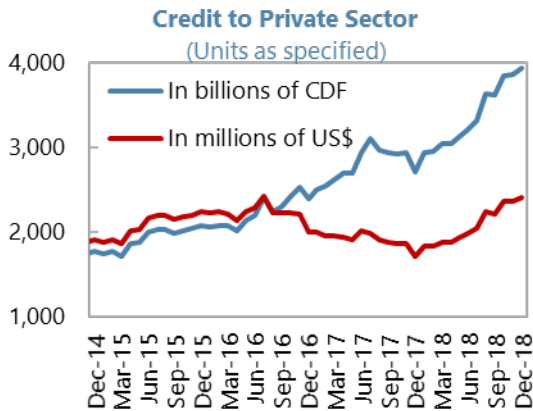
Net Credit to Government



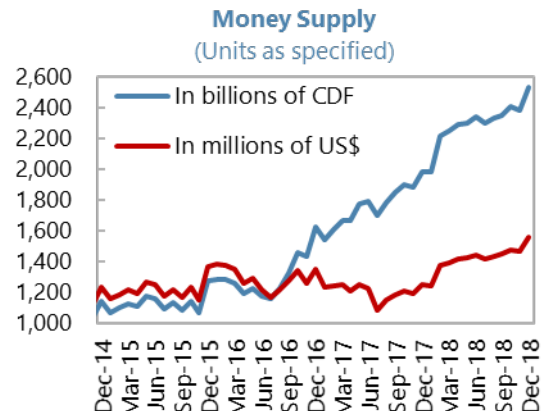
Sources : autorités de la RDC ; estimations des services du FMI.

Graphique 3. République démocratique du Congo : indicateurs monétaires et financiers :, 2014-18

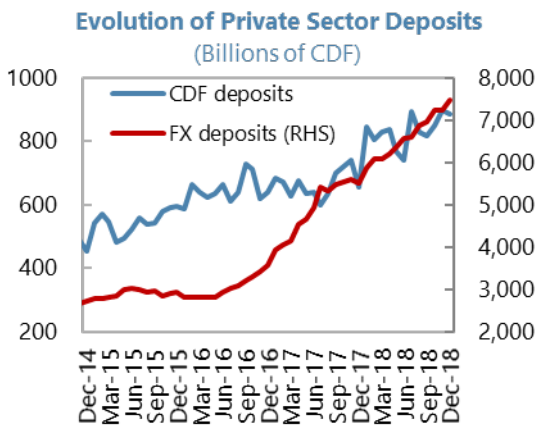
Le crédit au secteur privé a progressé depuis décembre 2017.



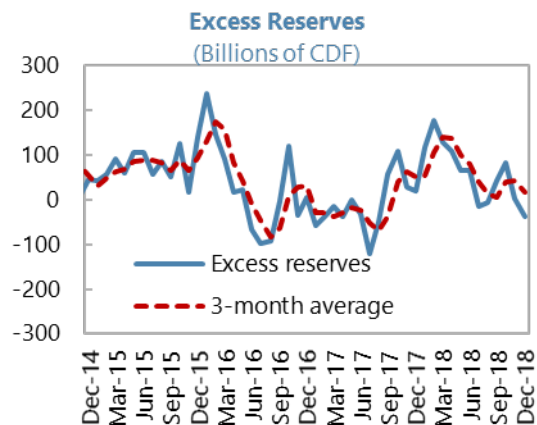
L'évolution de la masse monétaire a été similaire tandis que l'économie se stabilisait.



Les dépôts en monnaies étrangères ont augmenté plus vite que ceux en monnaie locale.



Les réserves excédentaires restent stables, mais volatiles.



La dépréciation du franc congolais par rapport au dollar et à l'euro se modère.

Mais le taux de change effectif réel a inversé partiellement la forte dépréciation observée après la crise.

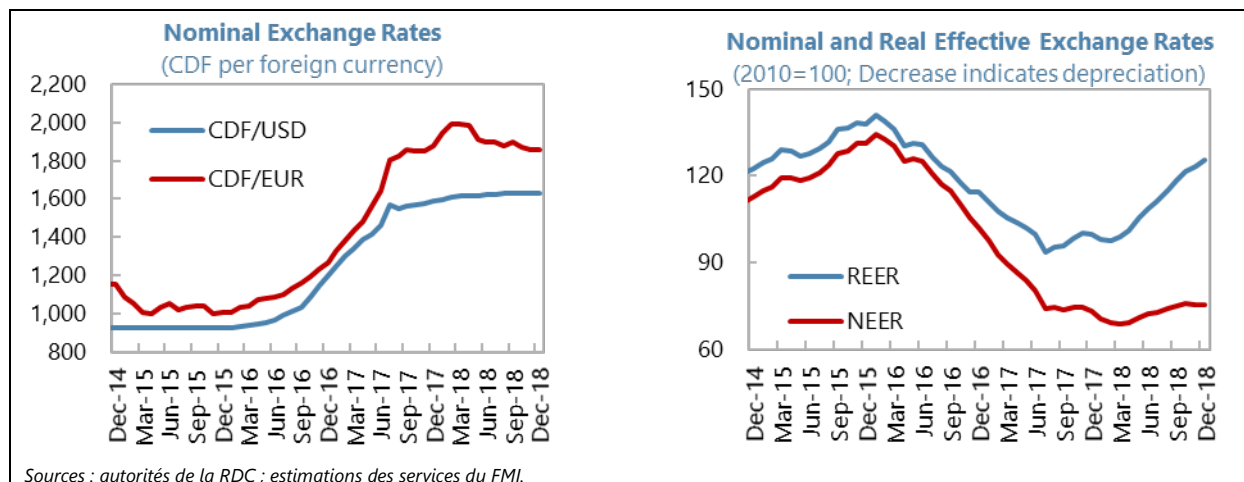


Tableau 1. RDC : principaux indicateurs économiques et financiers, 2016–24

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|-------------|---------|---------|---------|
| | Act. | Act. | Prel. | | | Projections | | | |
| (Annual percentage change, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| GDP and prices | | | | | | | | | |
| Real GDP | 2.4 | 3.7 | 5.8 | 4.3 | 3.9 | 3.4 | 4.5 | 4.3 | 4.6 |
| Extractive GDP | -0.7 | 7.8 | 16.9 | 5.4 | 4.4 | 2.4 | 5.9 | 4.8 | 6.1 |
| Non-Extractive GDP | 3.5 | 2.4 | 1.9 | 3.8 | 3.7 | 3.8 | 3.9 | 4.1 | 4.0 |
| GDP deflator | 4.3 | 43.1 | 29.8 | 3.6 | 4.8 | 4.9 | 4.5 | 5.3 | 4.5 |
| Consumer prices, period average | 3.2 | 35.8 | 29.3 | 5.5 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 |
| Consumer prices, end of period | 11.2 | 54.7 | 7.2 | 5.5 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 |
| External sector | | | | | | | | | |
| Exports, f.o.b. (U.S. dollars) | 15.6 | -2.8 | 38.3 | -21.4 | 4.3 | 4.0 | 7.6 | 6.3 | 7.5 |
| Imports, f.o.b. (U.S. dollars) | 14.9 | -6.7 | 32.0 | -20.2 | 6.9 | 5.5 | 6.9 | 7.5 | 7.9 |
| Exports volume | -6.0 | 9.7 | 20.8 | 4.6 | 3.0 | 2.8 | 7.3 | 5.6 | 6.2 |
| Import volume | -0.7 | 4.3 | 29.1 | -18.3 | 5.4 | 5.3 | 6.6 | 7.1 | 7.1 |
| Terms of trade | -2.6 | 15.0 | 1.4 | -11.0 | -0.6 | 0.6 | 0.3 | -0.1 | -0.6 |
| (Annual change in percent of beginning-of-period broad money) | | | | | | | | | |
| Money and credit | | | | | | | | | |
| Net foreign assets | -4.8 | 29.2 | 10.2 | 4.0 | 3.6 | 4.7 | 5.9 | 4.7 | 4.3 |
| Net domestic assets | 27.0 | 13.6 | 20.2 | 5.5 | 6.0 | 5.2 | 4.8 | 5.1 | 5.0 |
| Domestic credit | 26.5 | 3.5 | 18.5 | 3.1 | 5.8 | 4.8 | 4.3 | 4.5 | 4.4 |
| <i>Of which:</i> net credit to government | 11.8 | -0.9 | 3.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 |
| credit to the private sector | 14.1 | 0.6 | 20.3 | 0.4 | 3.6 | 2.2 | 2.4 | 2.9 | 4.5 |
| Broad money | 22.2 | 42.8 | 30.1 | 9.5 | 9.6 | 9.9 | 10.7 | 9.8 | 9.3 |
| (Percent of GDP, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| Central government finance | | | | | | | | | |
| Revenue and grants | 14.0 | 11.7 | 11.6 | 10.8 | 10.6 | 11.3 | 11.7 | 12.0 | 12.3 |
| Revenue | 11.2 | 9.8 | 10.4 | 9.5 | 9.1 | 9.7 | 10.0 | 10.2 | 10.5 |
| Grants | 2.8 | 2.0 | 1.1 | 1.3 | 1.5 | 1.6 | 1.7 | 1.8 | 1.8 |
| Expenditures | 14.5 | 10.4 | 11.2 | 10.9 | 10.8 | 11.1 | 11.5 | 11.8 | 12.2 |
| Overall fiscal balance (commitment basis) | -0.5 | 1.4 | 0.4 | -0.2 | -0.1 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.1 |
| Non-natural resource overall fiscal balance | -2.0 | -0.9 | -2.8 | -2.3 | -2.1 | -2.1 | -2.4 | -2.6 | -2.9 |
| Investment and saving | | | | | | | | | |
| Gross national saving | 8.2 | 8.9 | 7.1 | 8.9 | 8.6 | 8.8 | 9.3 | 9.0 | 9.4 |
| Government | -1.4 | 0.8 | -0.4 | -1.2 | -1.3 | -0.8 | -0.5 | -0.9 | -0.2 |
| Non-government | 9.6 | 8.1 | 7.5 | 10.2 | 9.9 | 9.6 | 9.8 | 9.9 | 9.7 |
| Investment | 12.3 | 12.1 | 11.7 | 12.5 | 12.9 | 13.1 | 13.6 | 13.3 | 13.9 |
| Government | 3.4 | 2.3 | 1.7 | 2.1 | 2.4 | 2.6 | 3.0 | 2.7 | 3.5 |
| Non-government | 8.9 | 9.7 | 10.0 | 10.4 | 10.5 | 10.5 | 10.6 | 10.6 | 10.4 |
| Balance of payments | | | | | | | | | |
| Exports of goods and services | 32.8 | 31.0 | 34.1 | 25.9 | 25.7 | 25.5 | 25.9 | 26.0 | 26.4 |
| Imports of goods and services | 38.9 | 34.7 | 37.7 | 29.4 | 29.5 | 29.6 | 29.9 | 30.2 | 30.9 |
| Current account balance, incl. transfers | -4.1 | -3.2 | -4.6 | -3.5 | -4.2 | -4.4 | -4.3 | -4.4 | -4.5 |
| Current account balance, excl. transfers | -7.3 | -5.2 | -5.2 | -5.6 | -6.1 | -6.3 | -6.2 | -6.4 | -6.6 |
| Overall balance | -1.4 | 2.0 | 0.9 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.6 | 0.4 | 0.4 |
| Gross official reserves (millions of U.S. dollars) | 625 | 601 | 657 | 1,011 | 1,108 | 1,282 | 1,530 | 1,721 | 1,820 |
| Gross official reserves (weeks of imports) | 2.8 | 1.9 | 2.6 | 3.7 | 3.9 | 4.2 | 4.6 | 4.8 | 5.0 |
| (Percent of GDP, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| External public debt | | | | | | | | | |
| Total stock, including IMF | 17.6 | 16.9 | 13.7 | 13.3 | 12.7 | 12.1 | 10.9 | 9.8 | 8.9 |
| Scheduled debt service (millions of U.S. dollars) | 349 | 212 | 224 | 739 | 773 | 805 | 755 | 774 | 668 |
| Percent of exports of goods and services | 2.9 | 2.1 | 2.8 | 3.2 | 2.5 | 1.9 | 1.1 | 0.9 | 0.7 |
| Percent of government revenue | 8.5 | 6.5 | 9.2 | 8.8 | 6.9 | 4.9 | 3.0 | 2.4 | 1.9 |
| Exchange rate (CDF per U.S. dollars) | | | | | | | | | |
| Period average | 1,024 | 1,480 | 1,624 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| End-of-period | 1,216 | 1,592 | 1,636 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Memorandum items: | | | | | | | | | |
| Nominal GDP (billions of CDF) | 37,517 | 55,676 | 76,496 | 82,660 | 89,970 | 97,559 | 106,551 | 116,956 | 127,800 |
| Nominal GDP (millions of U.S. dollars) | 36,640 | 37,615 | 47,099 | 49,014 | 51,627 | 54,174 | 57,257 | 60,819 | 64,313 |

Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections.

Table 2a. RDC : opérations financières de l'administration centrale, 2016–24

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Act. | Act. | Prel. | | | Projections | | | |
| | (Billions of CDF, unless otherwise indicated) | | | | | | | | |
| Revenue and grants | 5,246 | 6,538 | 8,844 | 8,895 | 9,572 | 10,981 | 12,453 | 14,005 | 15,779 |
| Revenue | 4,195 | 5,443 | 7,993 | 7,824 | 8,221 | 9,434 | 10,655 | 11,949 | 13,428 |
| Tax revenue | 3,232 | 4,284 | 6,101 | 5,744 | 5,985 | 6,962 | 7,937 | 8,992 | 10,202 |
| Income tax | 1,266 | 1,584 | 2,559 | 2,230 | 2,138 | 2,664 | 3,224 | 3,788 | 4,473 |
| Individuals | 287 | 330 | 500 | 540 | 588 | 650 | 725 | 811 | 886 |
| Businesses | 936 | 1195 | 1978 | 1602 | 1455 | 1910 | 2387 | 2853 | 3451 |
| Other unallocable taxes on income, profits, and capital gains | 44 | 59 | 81 | 88 | 95 | 103 | 113 | 124 | 135 |
| Taxes on goods and services | 1,403 | 1,631 | 1,971 | 2,210 | 2,405 | 2,726 | 2,977 | 3,275 | 3,579 |
| Value-added tax/Turnover tax | 1,115 | 1,238 | 1,383 | 1,574 | 1,714 | 1,976 | 2,158 | 2,369 | 2,588 |
| Excises | 287 | 393 | 588 | 635 | 692 | 750 | 819 | 906 | 990 |
| Taxes on international trade and transactions | 563 | 1,070 | 1,571 | 1,305 | 1,442 | 1,572 | 1,736 | 1,928 | 2,150 |
| Non-tax revenue | 963 | 1,159 | 1,892 | 2,080 | 2,236 | 2,472 | 2,718 | 2,957 | 3,226 |
| Revenue from natural resources and telecommunications | 340 | 346 | 903 | 815 | 885 | 969 | 1,067 | 1,172 | 1,287 |
| Mining royalties | 114 | 75 | 389 | 260 | 280 | 301 | 334 | 367 | 408 |
| Oil royalty and rent | 96 | 103 | 240 | 259 | 282 | 318 | 351 | 385 | 421 |
| Telecommunications | 94 | 114 | 188 | 203 | 221 | 239 | 261 | 287 | 313 |
| Dividends from state-owned enterprises | 36 | 54 | 86 | 93 | 102 | 110 | 120 | 132 | 144 |
| Fees from sectoral ministries | 339 | 407 | 471 | 508 | 553 | 648 | 722 | 792 | 866 |
| Special accounts and budgets | 281 | 404 | 516 | 753 | 795 | 852 | 925 | 988 | 1,069 |
| Grants | 1,051 | 1,095 | 851 | 1,071 | 1,351 | 1,547 | 1,798 | 2,056 | 2,351 |
| Project | 1,049 | 1,050 | 851 | 1,071 | 1,264 | 1,457 | 1,705 | 1,960 | 2,252 |
| Budget support | 1 | 45 | 0 | 0 | 87 | 90 | 93 | 96 | 99 |
| Expenditure | 5,431 | 5,783 | 8,539 | 9,028 | 9,702 | 10,829 | 12,236 | 13,789 | 15,590 |
| Current expenditure | 3,926 | 4,080 | 6,034 | 6,846 | 7,252 | 8,091 | 8,805 | 9,847 | 10,752 |
| Wages | 1,957 | 2,084 | 2,694 | 3,479 | 3,629 | 4,120 | 4,427 | 4,859 | 5,310 |
| Interest due | 101 | 152 | 214 | 367 | 410 | 467 | 542 | 640 | 770 |
| External | 20 | 32 | 39 | 148 | 137 | 124 | 111 | 97 | 86 |
| Domestic | 81 | 120 | 175 | 219 | 274 | 344 | 431 | 543 | 684 |
| Goods and services | 968 | 954 | 1,734 | 1,223 | 1,149 | 1,265 | 1,369 | 1,545 | 1,702 |
| Subsidies and other current transfers | 900 | 890 | 1,392 | 1,776 | 2,063 | 2,239 | 2,467 | 2,803 | 2,971 |
| Subsidies (incl. VAT reimbursements) | 357 | 360 | 702 | 755 | 998 | 1,101 | 1,241 | 1,500 | 1,575 |
| Transfers to other levels of national government | 163 | 126 | 174 | 268 | 270 | 286 | 301 | 314 | 327 |
| Special accounts and budgets | 380 | 404 | 516 | 753 | 795 | 852 | 925 | 988 | 1,069 |
| Capital expenditure | 1,270 | 1,301 | 1,285 | 1,707 | 2,116 | 2,544 | 3,181 | 3,216 | 4,511 |
| Foreign-financed | 1,064 | 1,071 | 872 | 1,442 | 1,754 | 2,024 | 2,221 | 2,516 | 2,853 |
| Domestically-financed | 206 | 230 | 412 | 265 | 362 | 520 | 960 | 700 | 1,658 |
| Exceptional expenditure¹ | 235 | 402 | 1,220 | 476 | 334 | 193 | 250 | 726 | 327 |
| of which: elections | 168 | 320 | 851 | 325 | 244 | 98 | 146 | 614 | 205 |
| Errors and omissions | -88 | -523 | -204 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Overall fiscal balance (commitment basis) | -186 | 754 | 305 | -133 | -130 | 153 | 218 | 215 | 189 |
| Change in domestic arrears (repayment = -) | 27 | 44 | 97 | 0 | 0 | -360 | -360 | -360 | -360 |
| Overall fiscal balance (cash basis) | -159 | 798 | 402 | -133 | -130 | -207 | -142 | -145 | -171 |
| Financing | 246 | -276 | -198 | 133 | 130 | 207 | 142 | 145 | 171 |
| Domestic financing (banking system) | 479 | 4 | 105 | 269 | 230 | 314 | 245 | 230 | -14 |
| Foreign financing | -233 | -279 | -303 | -136 | -101 | -107 | -103 | -86 | 185 |
| Project loans | 15 | 21 | 21 | 371 | 490 | 567 | 516 | 556 | 601 |
| Amortization of external debt | -248 | -301 | -325 | -507 | -591 | -674 | -619 | -642 | -416 |
| <i>Memorandum items:</i> | | | | | | | | | |
| Gross domestic product (billions of CDF) | 37,517 | 55,676 | 76,496 | 82,660 | 89,970 | 97,559 | 106,551 | 116,956 | 127,800 |
| Gross domestic product (millions of U.S. dollars) | 36,640 | 37,615 | 47,099 | 49,014 | 51,627 | 54,174 | 57,257 | 60,819 | 64,313 |
| Unpaid cumulative domestic financial obligations ² | ... | 5301 | 5398 | 5398 | 5398 | 5038 | 4678 | 4318 | 3958 |

Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections.

¹ Mainly expenditure related to security and elections.

² Unpaid VAT credit reimbursements and other arrears (cumulative).

Table 2b. RDC : opérations financières de l'administration centrale, 2016–24

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Act. | Act. | Prel. | | | Projections | | | |
| | (Percent of GDP, unless otherwise indicated) | | | | | | | | |
| Revenue and grants | 14.0 | 11.7 | 11.6 | 10.8 | 10.6 | 11.3 | 11.7 | 12.0 | 12.3 |
| Revenue | 11.2 | 9.8 | 10.4 | 9.5 | 9.1 | 9.7 | 10.0 | 10.2 | 10.5 |
| Tax revenue | 8.6 | 7.7 | 8.0 | 6.9 | 6.7 | 7.1 | 7.4 | 7.7 | 8.0 |
| Income tax | 3.4 | 2.8 | 3.3 | 2.7 | 2.4 | 2.7 | 3.0 | 3.2 | 3.5 |
| Individuals | 0.8 | 0.6 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| Businesses | 2.5 | 2.1 | 2.6 | 1.9 | 1.6 | 2.0 | 2.2 | 2.4 | 2.7 |
| Other unallocable taxes on income, profits, and capital gains | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Taxes on goods and services | 3.7 | 2.9 | 2.6 | 2.7 | 2.7 | 2.8 | 2.8 | 2.8 | 2.8 |
| Value-added tax/Turnover tax | 3.0 | 2.2 | 1.8 | 1.9 | 1.9 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| Excises | 0.8 | 0.7 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 |
| Taxes on international trade and transactions | 1.5 | 1.9 | 2.1 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.7 |
| Non-tax revenue | 2.6 | 2.1 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.6 | 2.5 | 2.5 |
| Revenue from natural resources and telecommunications | 0.9 | 0.6 | 1.2 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| Mining royalties | 0.3 | 0.1 | 0.5 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Oil royalty and rent | 0.3 | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Telecommunications | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 |
| Dividends from state-owned enterprises | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Fees from sectoral ministries | 0.9 | 0.7 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| Special accounts and budgets | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.8 | 0.8 |
| Grants | 2.8 | 2.0 | 1.1 | 1.3 | 1.5 | 1.6 | 1.7 | 1.8 | 1.8 |
| Project | 2.8 | 1.9 | 1.1 | 1.3 | 1.4 | 1.5 | 1.6 | 1.7 | 1.8 |
| Budget support | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Expenditure | 14.5 | 10.4 | 11.2 | 10.9 | 10.8 | 11.1 | 11.5 | 11.8 | 12.2 |
| Current expenditure | 10.5 | 7.3 | 7.9 | 8.3 | 8.1 | 8.3 | 8.3 | 8.4 | 8.4 |
| Wages | 5.2 | 3.7 | 3.5 | 4.2 | 4.0 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 4.2 |
| Interest due | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.6 |
| External | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.2 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Domestic | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.5 | 0.5 |
| Goods and services | 2.6 | 1.7 | 2.3 | 1.5 | 1.3 | 1.3 | 1.3 | 1.3 | 1.3 |
| Subsidies and other current transfers | 2.4 | 1.6 | 1.8 | 2.1 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.4 | 2.3 |
| Subsidies (incl. VAT reimbursements) | 1.0 | 0.6 | 0.9 | 0.9 | 1.1 | 1.1 | 1.2 | 1.3 | 1.2 |
| Transfers to other levels of national government | 0.4 | 0.2 | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Special accounts and budgets | 1.0 | 0.7 | 0.7 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.8 | 0.8 |
| Capital expenditure | 3.4 | 2.3 | 1.7 | 2.1 | 2.4 | 2.6 | 3.0 | 2.7 | 3.5 |
| Foreign-financed | 2.8 | 1.9 | 1.1 | 1.7 | 1.9 | 2.1 | 2.1 | 2.2 | 2.2 |
| Domestically-financed | 0.5 | 0.4 | 0.5 | 0.3 | 0.4 | 0.5 | 0.9 | 0.6 | 1.3 |
| Exceptional expenditure¹ | 0.6 | 0.7 | 1.6 | 0.6 | 0.4 | 0.2 | 0.2 | 0.6 | 0.3 |
| of which: elections | 0.4 | 0.6 | 1.1 | 0.4 | 0.3 | 0.1 | 0.1 | 0.5 | 0.2 |
| Errors and omissions | -0.2 | -0.9 | -0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Overall fiscal balance (commitment basis) | -0.5 | 1.4 | 0.4 | -0.2 | -0.1 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.1 |
| Change in domestic arrears (repayment = -) | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | -0.4 | -0.3 | -0.3 | -0.3 |
| Overall fiscal balance (cash basis) | -0.4 | 1.4 | 0.5 | -0.2 | -0.1 | -0.2 | -0.1 | -0.1 | -0.1 |
| Financing | 0.7 | -0.5 | -0.3 | 0.2 | 0.1 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Domestic financing | 1.3 | 0.0 | 0.1 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.2 | 0.2 | 0.0 |
| Foreign financing | -0.6 | -0.5 | -0.4 | -0.2 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | 0.1 |
| Project loans | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.4 | 0.5 | 0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.5 |
| Amortization of external debt | -0.7 | -0.5 | -0.4 | -0.6 | -0.7 | -0.7 | -0.6 | -0.5 | -0.3 |
| <i>Memorandum items:</i> | | | | | | | | | |
| Gross domestic product (billions of CDF) | 37,517 | 55,676 | 76,496 | 82,660 | 89,970 | 97,559 | 106,551 | 116,956 | 127,800 |
| Gross domestic product (millions of U.S. dollars) | 36,640 | 37,615 | 47,099 | 49,014 | 51,627 | 54,174 | 57,257 | 60,819 | 64,313 |
| Unpaid cumulative domestic financial obligations ² | ... | 9.5 | 7.1 | 6.5 | 6.0 | 5.2 | 4.4 | 3.7 | 3.1 |

Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections.

¹ Mainly expenditure related to security and elections.

² Unpaid VAT credit reimbursements and other arrears (cumulative).

Table 3. RDC : situation monétaire, 2016–24

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Act. | Act. | Prel. | | | Projections | | | |
| (Billions of CDF) | | | | | | | | | |
| Net foreign assets | 1,112 | 2,651 | 3,417 | 3,811 | 4,195 | 4,744 | 5,508 | 6,181 | 6,852 |
| Central bank | -453 | -562 | -306 | 398 | 647 | 1,005 | 1,498 | 1,916 | 2,171 |
| Commercial banks | 1,565 | 3,212 | 3,722 | 3,413 | 3,548 | 3,739 | 4,011 | 4,265 | 4,681 |
| Net domestic assets | 4,164 | 4,884 | 6,407 | 6,942 | 7,584 | 8,198 | 8,815 | 9,541 | 10,327 |
| Domestic credit | 3,079 | 3,266 | 4,662 | 4,970 | 5,588 | 6,158 | 6,717 | 7,366 | 8,063 |
| Net credit to government | 261 | 264 | 370 | 639 | 869 | 1,184 | 1,428 | 1,659 | 1,645 |
| Credit to the economy | 2,819 | 3,002 | 4,293 | 4,331 | 4,719 | 4,975 | 5,288 | 5,707 | 6,418 |
| Credit to the private sector | 2,684 | 2,718 | 4,249 | 4,288 | 4,675 | 4,931 | 5,245 | 5,663 | 6,375 |
| Credit to parastatals | 135 | 284 | 43 | 43 | 43 | 43 | 43 | 43 | 43 |
| Other items, net | 1,085 | 1,618 | 1,744 | 1,972 | 1,997 | 2,040 | 2,099 | 2,175 | 2,264 |
| <i>Of which: valuation adjustment</i> | 597 | 748 | 76 | 152 | 132 | 138 | 141 | 143 | 150 |
| Broad Money (M2) | 5,276 | 7,535 | 9,801 | 10,735 | 11,761 | 12,922 | 14,302 | 15,699 | 17,154 |
| Narrow Money (M1) | 1,682 | 1,966 | 2,382 | 3,015 | 3,421 | 3,888 | 4,446 | 5,024 | 5,663 |
| Currency in circulation | 1,072 | 1,355 | 1,560 | 2,146 | 2,468 | 2,841 | 3,288 | 3,766 | 4,286 |
| Demand deposits | 610 | 610 | 822 | 870 | 953 | 1,047 | 1,159 | 1,259 | 1,377 |
| Quasi money | 3,594 | 5,569 | 7,419 | 7,720 | 8,340 | 9,034 | 9,856 | 10,651 | 11,467 |
| Time deposits in domestic currency | 60 | 46 | 46 | 65 | 72 | 79 | 87 | 96 | 104 |
| Foreign currency deposits | 3,534 | 5,523 | 7,373 | 7,654 | 8,268 | 8,955 | 9,769 | 10,556 | 11,363 |
| (Annual percent change) | | | | | | | | | |
| Net foreign assets | -15.7 | 138.4 | 28.9 | 11.5 | 10.1 | 13.1 | 16.1 | 12.2 | 10.9 |
| Net domestic assets | 38.9 | 17.3 | 31.2 | 8.4 | 9.3 | 8.1 | 7.5 | 8.2 | 8.2 |
| Domestic credit | 57.5 | 4.2 | 45.3 | 0.5 | 7.6 | 4.6 | 5.5 | 7.0 | 11.2 |
| Net credit to government | 219.3 | 1.4 | 39.9 | 72.9 | 36.0 | 36.2 | -20.7 | -16.1 | 0.8 |
| Credit to the private sector | 29.3 | 1.3 | 56.4 | 0.9 | 9.0 | 5.5 | 6.4 | 8.0 | 12.6 |
| Credit to parastatals | 76.9 | 111.1 | -84.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Other items, net | 1.9 | 49.1 | 7.8 | 13.1 | 1.2 | 2.2 | 2.9 | 3.7 | 4.1 |
| Broad Money (M2) | 22.2 | 42.8 | 30.1 | 9.5 | 9.6 | 9.9 | 10.7 | 9.8 | 9.3 |
| Narrow Money (M1) | 28.9 | 16.9 | 21.2 | 26.6 | 13.5 | 13.6 | 14.4 | 13.0 | 12.7 |
| Currency in circulation | 37.1 | 26.4 | 15.1 | 37.6 | 15.0 | 15.1 | 15.7 | 14.5 | 13.8 |
| Demand deposits | 16.6 | 0.1 | 34.7 | 5.8 | 9.6 | 9.9 | 10.7 | 8.6 | 9.4 |
| Quasi money | 19.3 | 54.9 | 33.2 | 4.1 | 8.0 | 8.3 | 9.1 | 8.1 | 7.7 |
| Time deposits in domestic currency | -17.8 | -23.4 | 0.5 | 41.7 | 9.6 | 9.9 | 10.7 | 9.8 | 9.3 |
| Foreign currency deposits | 20.2 | 56.3 | 33.5 | 3.8 | 8.0 | 8.3 | 9.1 | 8.1 | 7.6 |
| (Annual percentage change of beginning-of-period broad money) | | | | | | | | | |
| Net foreign assets | -4.8 | 29.2 | 10.2 | 4.0 | 3.6 | 4.7 | 5.9 | 4.7 | 4.3 |
| Net domestic assets | 27.0 | 13.6 | 20.2 | 5.5 | 6.0 | 5.2 | 4.8 | 5.1 | 5.0 |
| Domestic credit | 26.5 | 3.5 | 18.5 | 3.1 | 5.8 | 4.8 | 4.3 | 4.5 | 4.4 |
| Net credit to government | 11.8 | -0.9 | 3.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 |
| Credit to the private sector | 14.1 | 0.6 | 20.3 | 0.4 | 3.6 | 2.2 | 2.4 | 2.9 | 4.5 |
| Credit to parastatals | 1.4 | 2.8 | -3.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Other items, net | 0.5 | 10.1 | 1.7 | 2.3 | 0.2 | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.6 |
| Broad money (M2) | 22.2 | 42.8 | 30.1 | 9.5 | 9.6 | 9.9 | 10.7 | 9.8 | 9.3 |
| Narrow money (M1) | 8.7 | 5.4 | 5.5 | 6.5 | 3.8 | 4.0 | 4.3 | 4.0 | 4.1 |
| Quasi money | 13.5 | 37.4 | 24.6 | 3.1 | 5.8 | 5.9 | 6.4 | 5.6 | 5.2 |
| <i>Memorandum items:</i> | | | | | | | | | |
| Nominal GDP (billions of CDF) | 37,517 | 55,676 | 76,496 | 82,660 | 89,970 | 97,559 | 106,551 | 116,956 | 127,800 |
| Velocity (GDP/broad money) | 7.1 | 7.4 | 7.8 | 7.7 | 7.7 | 7.6 | 7.5 | 7.5 | 7.5 |
| Foreign currency deposits (percent of M2) | 67.0 | 73.3 | 75.2 | 71.3 | 70.3 | 69.3 | 68.3 | 67.2 | 66.2 |
| Foreign currency deposits (percent of total deposits) | 84.1 | 89.4 | 89.5 | 89.1 | 89.0 | 88.8 | 88.7 | 88.6 | 88.5 |
| Net domestic assets of the BCC (billions of CDF) | 2,069 | 2,546 | 2,825 | 2,361 | 2,376 | 2,316 | 2,976 | 2,119 | 2,238 |
| Base money (billions of CDF) | 1,617 | 1,984 | 2,519 | 2,759 | 3,023 | 3,321 | 4,474 | 4,035 | 4,409 |

Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections.

Table 4a. RDC : balance des paiements, 2016–24

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Act. | Prel. | Prel. | | | Projections | | | |
| (Millions of U.S. dollars, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| Current account | -1,504 | -1,211 | -2,169 | -1,725 | -2,179 | -2,378 | -2,436 | -2,659 | -2,888 |
| Merchandise trade | -264 | 208 | 994 | 596 | 306 | 126 | 230 | 73 | 14 |
| Exports, f.o.b. | 11,885 | 11,548 | 15,967 | 12,545 | 13,083 | 13,612 | 14,644 | 15,567 | 16,737 |
| Of which: mining and oil | 8,680 | 11,428 | 15,776 | 12,414 | 12,924 | 13,420 | 14,426 | 14,873 | 16,006 |
| Imports, f.o.b. | -12,149 | -11,340 | -14,973 | -11,949 | -12,778 | -13,486 | -14,414 | -15,494 | -16,722 |
| Of which: aid-related imports | -1,163 | -1,214 | -827 | -890 | -899 | -943 | -983 | -1,058 | -1,142 |
| Services | -1,961 | -1,615 | -2,687 | -2,283 | -2,255 | -2,336 | -2,495 | -2,669 | -2,898 |
| Receipts | 128 | 108 | 115 | 173 | 181 | 188 | 202 | 230 | 231 |
| Expenditure | -2,089 | -1,723 | -2,802 | -2,456 | -2,436 | -2,523 | -2,697 | -2,899 | -3,129 |
| Of which: aid-related imports | -163 | -170 | -116 | -127 | -140 | -154 | -169 | -186 | -205 |
| Income | -614 | -1,081 | -1,687 | -1,310 | -1,319 | -1,342 | -1,452 | -1,447 | -1,503 |
| Receipts | 17 | 12 | 73 | 97 | 103 | 108 | 114 | 121 | 128 |
| Expenditure | -630 | -1,093 | -1,760 | -1,408 | -1,422 | -1,450 | -1,566 | -1,568 | -1,630 |
| Of which: interest payments ¹ | -20 | -69 | -24 | -209 | -205 | -202 | -193 | -173 | -152 |
| Current transfers | 1,335 | 1,276 | 1,211 | 1,272 | 1,090 | 1,174 | 1,281 | 1,384 | 1,498 |
| Of which: official aid | 1,180 | 732 | 294 | 1,005 | 945 | 1,029 | 1,136 | 1,239 | 1,353 |
| budget support grants | 1 | 30 | 0 | 0 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Capital and financial account | 1,199 | 2,530 | 2,183 | 1,876 | 2,321 | 2,599 | 2,753 | 2,905 | 3,113 |
| Capital account | 978 | 697 | 485 | 591 | 683 | 767 | 869 | 970 | 1,083 |
| Official | 1,025 | 709 | 524 | 635 | 725 | 809 | 916 | 1,019 | 1,133 |
| Private | -47 | -13 | -39 | -44 | -43 | -42 | -47 | -49 | -50 |
| Financial account | 221 | 1,834 | 1,698 | 1,285 | 1,639 | 1,832 | 1,884 | 1,935 | 2,030 |
| Official capital | -227 | -189 | -187 | -310 | -242 | -288 | -284 | -274 | -136 |
| Gross disbursements (project loans) | 14 | 14 | 13 | 570 | 676 | 555 | 277 | 289 | 302 |
| Scheduled amortization ² | -242 | -203 | -200 | -530 | -568 | -603 | -562 | -563 | -438 |
| Private capital (net) | 449 | 2,022 | 1,885 | 1,595 | 1,880 | 2,120 | 2,168 | 2,209 | 2,166 |
| Of which: foreign direct investment | 932 | 1,048 | 1,285 | 1,571 | 1,855 | 2,090 | 2,133 | 2,152 | 2,166 |
| other private non-banking sector ³ | -484 | 974 | 600 | 24 | 26 | 30 | 35 | 56 | 0 |
| Errors and omissions | -200 | -539 | 410 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Overall balance | -506 | 750 | 424 | 151 | 143 | 220 | 317 | 246 | 225 |
| Financing | 506 | -750 | -424 | -151 | -143 | -220 | -317 | -246 | -225 |
| Central bank reserves (increase = -) | 493 | -19 | -166 | -421 | -133 | -184 | -243 | -187 | -93 |
| Commercial banks reserves (increase = -) | 13 | -730 | -258 | 270 | -9 | -37 | -75 | -58 | -132 |
| (Percent of GDP, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| <i>Memorandum items:</i> | | | | | | | | | |
| Debt service after debt relief (percent of exports) | 2.9 | 2.1 | 2.8 | 3.2 | 2.5 | 1.9 | 1.1 | 0.9 | 0.7 |
| Current account balance (excluding official transfers) | -7.3 | -5.2 | -5.2 | -5.6 | -6.1 | -6.3 | -6.2 | -6.4 | -6.6 |
| Current account balance (including official transfers) | -4.1 | -3.2 | -4.6 | -3.5 | -4.2 | -4.4 | -4.3 | -4.4 | -4.5 |
| Gross official reserves (millions of U.S. dollars) | 625 | 601 | 657 | 1,011 | 1,108 | 1,282 | 1,530 | 1,721 | 1,820 |
| Gross official reserves (weeks of imports) | 2.8 | 1.9 | 2.6 | 3.7 | 3.9 | 4.2 | 4.6 | 4.8 | 5.0 |
| Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections. | | | | | | | | | |
| ¹ Including interest due to the IMF. | | | | | | | | | |
| ² Excluding principal repayments to the IMF. | | | | | | | | | |
| ³ Including unrecorded transactions. The latter may be substantial given weaknesses in statistics. | | | | | | | | | |

Table 4b. RDC : balance des paiements, 2016–24

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Est. | | Projection | | | | | | |
| (Billions of CDF, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| Current account | -1,540 | -1,793 | -3,523 | -2,909 | -3,797 | -4,283 | -4,533 | -5,114 | -5,739 |
| Merchandise trade | -271 | 308 | 1,614 | 1,005 | 533 | 227 | 429 | 140 | 29 |
| Exports, f.o.b. | 12,169 | 17,093 | 25,932 | 21,156 | 22,800 | 24,513 | 27,252 | 29,935 | 33,259 |
| <i>Of which: mining and oil</i> | 8,888 | 16,915 | 25,622 | 20,935 | 22,523 | 24,168 | 26,846 | 28,600 | 31,807 |
| Imports, f.o.b. | -12,440 | -16,785 | -24,318 | -20,151 | -22,268 | -24,286 | -26,823 | -29,795 | -33,230 |
| <i>Of which: aid-related imports</i> | -1,191 | -1,796 | -1,343 | -1,500 | -1,567 | -1,698 | -1,830 | -2,035 | -2,268 |
| Services | -2,008 | -2,390 | -4,364 | -3,850 | -3,930 | -4,206 | -4,643 | -5,133 | -5,759 |
| Receipts | 131 | 160 | 186 | 292 | 315 | 338 | 376 | 442 | 459 |
| Expenditure | -2,139 | -2,550 | -4,550 | -4,142 | -4,245 | -4,544 | -5,019 | -5,575 | -6,218 |
| <i>Of which: aid-related imports</i> | -167 | -251 | -188 | -215 | -244 | -277 | -315 | -359 | -408 |
| Income | -628 | -1,600 | -2,740 | -2,210 | -2,299 | -2,418 | -2,703 | -2,782 | -2,986 |
| Receipts | 17 | 18 | 118 | 164 | 179 | 194 | 212 | 232 | 254 |
| Expenditure | -645 | -1,618 | -2,858 | -2,374 | -2,478 | -2,611 | -2,914 | -3,015 | -3,240 |
| <i>Of which: interest payments¹</i> | -21 | -102 | -39 | -352 | -358 | -364 | -360 | -332 | -302 |
| Current transfers | 1,367 | 1,888 | 1,966 | 2,146 | 1,900 | 2,114 | 2,384 | 2,661 | 2,977 |
| <i>Of which: official aid</i> | 1,208 | 1,084 | 478 | 1,695 | 1,647 | 1,853 | 2,114 | 2,383 | 2,689 |
| budget support grants | 1 | 45 | 0 | 0 | 87 | 90 | 93 | 96 | 99 |
| Capital and financial account | 1,228 | 3,745 | 3,545 | 3,164 | 4,046 | 4,680 | 5,124 | 5,587 | 6,187 |
| Capital account | 1,001 | 1,031 | 787 | 996 | 1,190 | 1,381 | 1,618 | 1,866 | 2,153 |
| Official | 1,049 | 1,050 | 851 | 1,071 | 1,264 | 1,457 | 1,705 | 1,960 | 2,252 |
| Private | -48 | -19 | -64 | -75 | -74 | -76 | -87 | -94 | -99 |
| Financial account | 226 | 2,714 | 2,758 | 2,168 | 2,856 | 3,298 | 3,506 | 3,721 | 4,034 |
| Official capital | -233 | -279 | -303 | -522 | -421 | -519 | -529 | -526 | -270 |
| Gross disbursements (project loans) | 15 | 21 | 21 | 961 | 1,179 | 999 | 516 | 556 | 601 |
| Scheduled amortization ² | -248 | -301 | -325 | -893 | -990 | -1,086 | -1,045 | -1,082 | -871 |
| Private capital (net) | 459 | 2,994 | 3,062 | 2,690 | 3,277 | 3,818 | 4,035 | 4,247 | 4,304 |
| <i>Of which: foreign direct investment</i> | 955 | 1,551 | 2,086 | 2,650 | 3,232 | 3,764 | 3,969 | 4,139 | 4,304 |
| other private non-banking sector ³ | -495 | 1,442 | 975 | 41 | 45 | 53 | 66 | 108 | 0 |
| Errors and omissions | -205 | -797 | 666 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Overall balance | -519 | 1,110 | 689 | 255 | 249 | 397 | 591 | 473 | 448 |
| Financing | 519 | -1,110 | -689 | -255 | -249 | -397 | -591 | -473 | -448 |
| Central bank reserves (increase = -) | 505 | -29 | -270 | -710 | -233 | -331 | -452 | -360 | -186 |
| Commercial banks reserves (increase = -) | 14 | -1,081 | -419 | 455 | -16 | -66 | -139 | -112 | -262 |

Sources: Congolese authorities; and IMF staff estimates and projections.

¹ Including interest due to the IMF.

² Excluding principal repayments to the IMF.

³ Including unrecorded transactions. The latter may be substantial given weaknesses in statistics.

Table 5. RDC : indicateurs de solidité financière, 2014–2019

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Mar-19 |
|--|--------------|-------|-------|-------|-------|--------|
| | (in percent) | | | | | |
| Adequacy | | | | | | |
| Regulatory capital to risk-weighted assets | 23.7 | 20.4 | 9.0 | 16.0 | 14.2 | 14.8 |
| Regulatory tier 1 capital to risk-weighted assets | 18.4 | 16.7 | 12.0 | 14.2 | 11.9 | 12.5 |
| Asset quality | | | | | | |
| NPLs to gross loans | 7.9 | 18.3 | 18.1 | 16.1 | 16.8 | 16.0 |
| NPLs net of provisions to capital | 16.6 | 56.1 | 67.8 | 45.8 | 39.8 | 34.2 |
| Earnings and profitability | | | | | | |
| Return on assets (net income/total assets) | 1.8 | 1.5 | -1.4 | -0.1 | 1.1 | 0.3 |
| Return on net income (net income/equity) | 20.8 | 17.3 | -21.3 | -0.6 | 14.2 | 3.9 |
| Interest margin to gross income | 37.6 | 37.6 | 35.8 | 35.4 | 31.3 | 43.9 |
| Non-interest expenses to gross income | 78.0 | 77.9 | 76.4 | 73.5 | 78.0 | 76.1 |
| Liquidity | | | | | | |
| Liquid assets to total assets | 60.4 | 53.4 | 47.5 | 55.8 | 50.2 | 52.9 |
| Liquid assets/total deposits to short-term liabilities | 127.8 | 117.7 | 119.0 | 125.6 | 153.9 | 159.3 |
| Sensitivity to market risk | | | | | | |
| Net open in foreign exchange position to capital | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -6.6 | 5.9 |
| Foreign currency-denominated liabilities to total liabilities to total liabilities | 84.4 | 81.8 | 82.8 | 77.2 | 74.6 | 74.4 |
| Foreign currency-denominated loans to total loans | 81.9 | 85.6 | 85.1 | 93.7 | 93.5 | 93.8 |
| Source: Central Bank of the Democratic Republic of the Congo (BCC). | | | | | | |

Annexe I. Évaluation du secteur extérieur

La position extérieure de la RDC en 2018 a été plus fragile que ne l'impliquent les fondamentaux et les politiques souhaitables. Après s'être redressé en 2017, le déficit courant s'est à nouveau creusé en 2018 et devrait, selon les prévisions, rester voisin de la norme à moyen terme, la principale source de financement étant l'investissement direct étranger. Un niveau de réserves de change suffisant reste toutefois essentiel pour la viabilité extérieure, en dépit du faible niveau de la dette extérieure. Une politique budgétaire et monétaire prudente et des politiques structurelles visant à améliorer le climat des affaires et le cadre institutionnel sont nécessaires pour remédier aux déséquilibres extérieurs.

A. Compte courant

1. **Le solde courant est resté stable quoique nettement affecté par l'évolution du secteur minier de ces dernières années.** Le solde est estimé à -4,6 % du PIB en 2018, en recul par rapport aux -3,3 % du PIB en 2017. Les exportations de biens et de services ont augmenté de 3,2 % du PIB en 2018 grâce à un redressement des cours des produits miniers. Les exportations de produits miniers constituaient 98,8 % des exportations de biens en 2018. La croissance des exportations s'est accompagnée d'une hausse des importations de biens et services de 3 % du PIB due en partie aux dépenses liées à l'organisation des élections. Le solde courant devrait rester voisin de la norme à moyen terme sous l'effet positif des politiques macroéconomiques et structurelles, mais il pourrait augmenter marginalement à long terme car les besoins d'investissement restent importants.

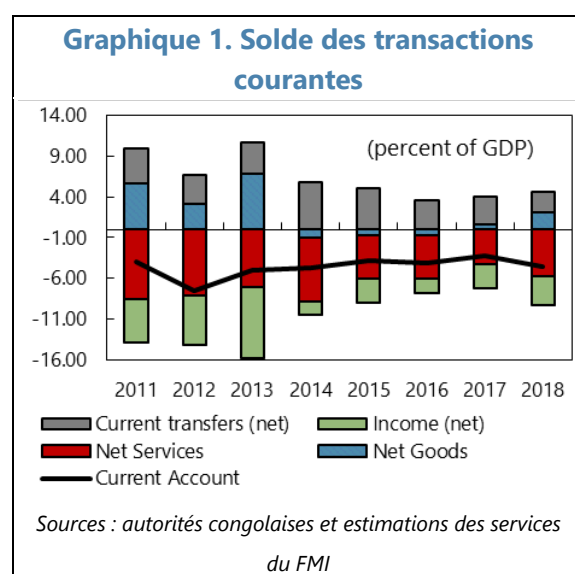


Tableau 1. RDC : balance des paiements, 2011-2018

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-------------------------------|------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | Est. | | | | | | | |
| | (Percent of GDP) | | | | | | | |
| Current account | -4.0 | -7.5 | -5.0 | -4.8 | -3.9 | -4.1 | -3.3 | -4.6 |
| Merchandise trade | 5.7 | 3.2 | 6.8 | -1.1 | -0.8 | -0.7 | 0.6 | 2.1 |
| Exports, f.o.b. | 41.5 | 31.8 | 37.5 | 34.3 | 27.1 | 32.4 | 30.7 | 33.9 |
| Of which: mining and oil | 40.7 | 31.4 | 36.8 | 32.5 | 26.4 | 23.7 | 30.4 | 33.5 |
| Imports, f.o.b. | -35.8 | -28.6 | -30.6 | -35.4 | -27.9 | -33.2 | -30.1 | -31.8 |
| Of which: aid-related imports | -9.2 | -6.8 | -3.7 | -3.6 | -3.3 | -3.2 | -3.2 | -1.8 |
| Service balance | -8.6 | -8.1 | -7.0 | -7.7 | -5.3 | -5.4 | -4.3 | -5.7 |
| Capital account | 1.2 | 2.7 | 2.1 | 0.9 | 2.9 | 2.7 | 1.9 | 1.0 |
| Financial account | -0.9 | 7.9 | 12.2 | 0.7 | -0.1 | 0.6 | 4.9 | 3.6 |
| Foreign direct investment | 3.7 | 5.3 | 5.2 | 4.2 | 3.1 | 2.5 | 2.8 | 2.7 |
| Other | -4.6 | 2.5 | 7.0 | -3.5 | -3.2 | -1.9 | 2.1 | 0.9 |
| Overall balance | 3.4 | 2.0 | 0.9 | -1.7 | -1.3 | -1.4 | 2.0 | 0.9 |

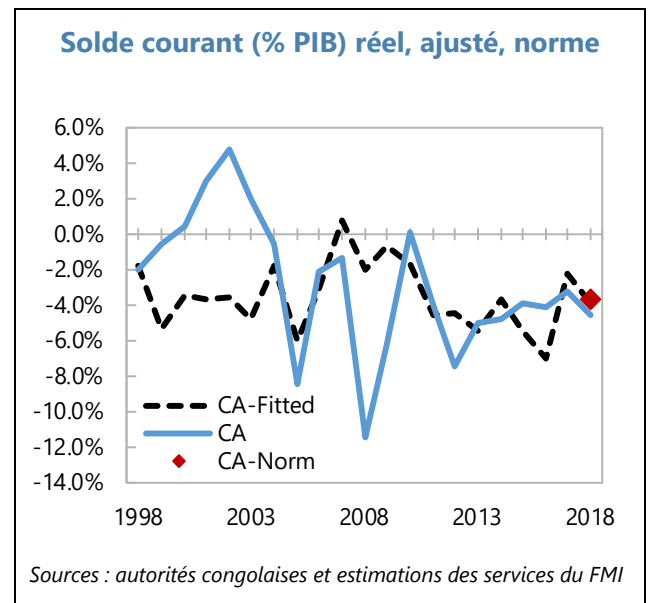
Sources : autorités congolaises et estimations des services du FMI

2. **Le déficit courant en RDC est principalement financé par l'emprunt public et l'investissement direct étranger (IDE).** Ceci comprend les flux officiels alimentant le compte de capital et l'IDE privé. À l'avenir, les politiques structurelles visant à améliorer le climat des affaires et le cadre institutionnel pourraient favoriser d'autres flux d'IDE, ainsi que des prêts concessionnels et des dons. Ces sources de financement allégeront la pression sur les réserves de change et soutiendront la viabilité extérieure.

3. **L'évaluation du compte courant selon la méthode EBA-lite indique un déficit courant d'environ -2,5 % du PIB en 2018.** La méthode EBA-lite révisée estime la norme du solde courant à -3,7 % du PIB (corrigé des variations conjoncturelles : -4,2 % du PIB), alors que le déficit courant corrigé des variations conjoncturelles est de -6,3 % du PIB en 2018, ce qui témoigne d'une position extérieure fragile et d'un taux de change effectif réel surévalué. La méthode du solde courant s'appuie sur les fondamentaux et les variables de cycle et de politique économique, compare les politiques souhaitables avec leur dernier statut en date et en déduit l'écart total lié à la politique. Par exemple, l'une des composantes de la norme du solde courant, et la source principale de l'écart lié à la politique économique, est l'hypothèse du rythme d'accumulation des réserves de change. Celles-ci étant très faibles (moins de 3 semaines d'importations), un ajustement des politiques est nécessaire à moyen terme pour résorber cet écart. Le modèle du solde courant indique un mauvais alignement du taux de change effectif réel, surévalué d'environ 9,8 %.

| Résultats de la méthodologie du compte courant | |
|--|--------|
| CA-Actual | -4.6% |
| Cyclical Contributions (from model) | 1.6% |
| Cyclically adjusted CA | -6.3% |
| CA-Norm | -2.6% |
| Cyclically adjusted CA Norm | -4.2% |
| Multilaterally Consistent Cyclically adjusted CA Norm | -3.7% |
| CA-Gap | -2.5% |
| of/which Policy gap | -2.2% |
| Elasticity | -26.0% |
| REER Gap | 9.8% |
| CA-Fitted | -3.9% |
| Residual | -0.7% |
| Natural Disasters and Conflicts | 0.9% |

Sources : autorités congolaises et estimations des services du FMI



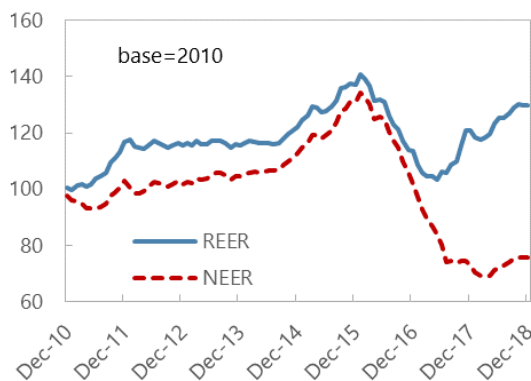
B. Taux de change réel

4. **Le taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié en 2018, après deux ans de dépréciation continue.** Le taux de change effectif réel s'est apprécié de 25 % en décembre 2018 (fin de la période) et de 9,2 % (en moyenne). Le taux de change effectif nominal (TCEN) a continué à se déprécier au cours des trois premiers trimestres de 2018, mais il s'est apprécié au dernier trimestre ; en moyenne sur la période, il s'est déprécié de 10 % en 2018.

5. **Le franc congolais (FC) s’est stabilisé après deux années de forte dépréciation face au dollar.** Après 10,5 % en 2016 et 44,6 % en 2017, la dépréciation s’est ralentie à 9,7 % en 2018.

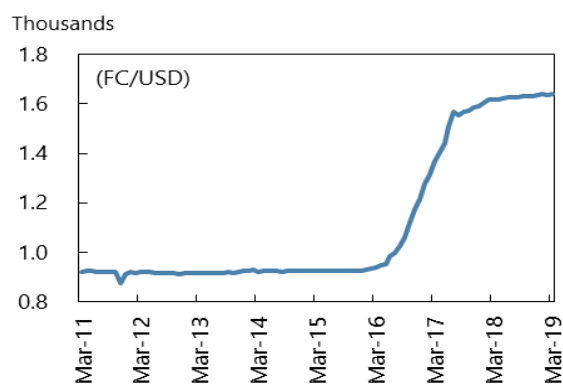
6. **Selon le modèle EBA-lite, le taux de change effectif réel est légèrement sous-évalué.** Cette sous-évaluation est due en partie à l’écart lié à la politique monétaire, notamment aux réserves de change. En général, les résultats du modèle de TCER sont moins fiables pour les pays qui ont un échantillon court ou ont enregistré d’importants changements structurels, dont la régression ne rend pas bien compte. C’est pourquoi l’évaluation globale de l’écart du TCER est basée sur le modèle du compte courant¹. Néanmoins, la politique macroéconomique et structurelle devrait résorber l’écart lié à la politique, et la viabilité extérieure devrait bénéficier à l’avenir de politiques et de réformes favorables à la compétitivité par l’amélioration du climat des affaires.

Graphique 2. Taux de change effectifs



Sources : Autorités congolaises et estimations des services du FMI

Graphique 3. Franc congolais



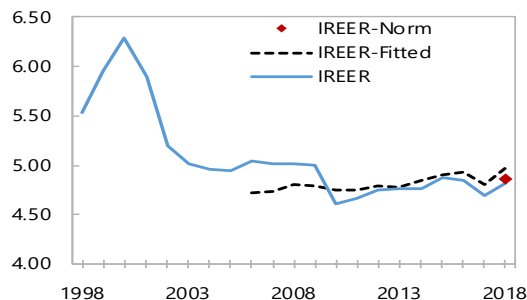
Sources : autorités congolaises et estimations des services du FMI

Résultats de la méthode du TCER
Résultats de la méthode du TCER

| | |
|-----------------|-------|
| Ln(REER) Actual | 4.82 |
| Ln(REER) Fitted | 4.97 |
| Ln(REER) Norm | 4.87 |
| Residual | -0.14 |
| REER Gap | -4.3% |

Sources : autorités congolaises et estimations des services du FMI

TCER : réel, ajusté, norme



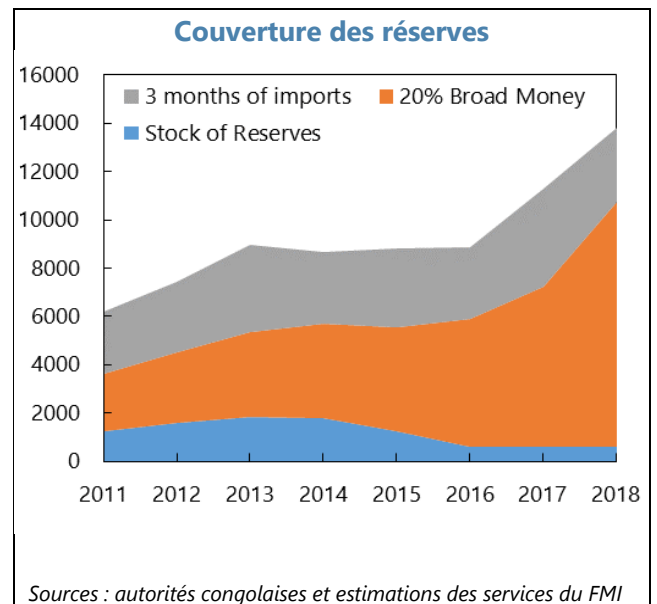
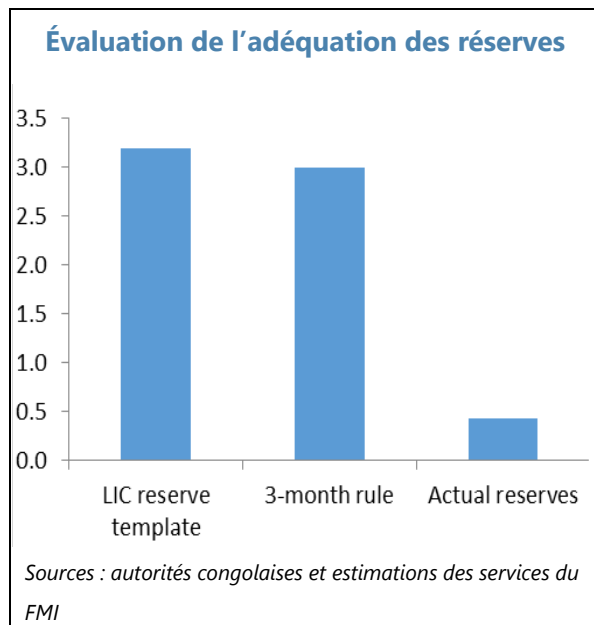
Sources : autorités congolaises et estimations des services du FMI

¹ Fonds monétaire international, 2016, Methodological Note on EBA-Lite, IMF Policy Paper.

C. Adéquation des réserves

7. **Les réserves internationales de la RDC sont très insuffisantes.** Au 31 décembre 2018, les réserves internationales brutes s'élevaient à 657 millions de dollars, soit seulement 2,5 semaines d'importations. Ce niveau est insuffisant pour fournir des amortisseurs à l'économie face à un choc externe. En outre, un faible niveau de réserves ne conforte pas la stabilité du système financier. L'indicateur utilisé par le FMI pour évaluer le niveau de réserves adéquat suggère une couverture de 13,2 semaines (3,3 mois) d'importations, un niveau supérieur à la règle type de 3 mois.

8. **L'évaluation d'ensemble est que la position extérieure de la RDC en 2018 a été plus fragile que ne l'impliquent les fondamentaux et les politiques souhaitables.** L'insuffisance des réserves de change est un problème particulièrement important pour la viabilité extérieure. Des politiques macroéconomiques prudentes et des politiques structurelles visant à améliorer la compétitivité, le climat des affaires et le cadre institutionnel sont essentielles pour résorber les déséquilibres extérieurs à moyen terme.



Annexe II. Stratégie de développement des capacités

Stratégie de développement des capacités

- La stratégie de développement des capacités du FMI pour la République démocratique du Congo à moyen terme privilégie les axes suivants : i) améliorer les institutions et les lois et intensifier la lutte contre la corruption ; ii) renforcer la mobilisation des recettes ; iii) améliorer la gestion des finances publiques et en particulier, renforcer les capacités de préparation et d'exécution du budget ; iv) renforcer les capacités de surveillance et de réglementation bancaire ; v) améliorer la collecte et la publication des comptes nationaux et des données budgétaires. Cette stratégie est globalement conforme à celle qui a été définie dans la note de stratégie de février 2016.

Principales priorités d'ensemble en matière de développement des capacités

| Priorités | Objectifs |
|---|---|
| Évaluation de la gouvernance | Évaluer la qualité des institutions et des lois dans les domaines i) de la gestion des finances publiques, ii) de la gestion financière et de la gouvernance de la banque centrale, iii) de la lutte contre la corruption et iv) de la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. |
| Gestion des finances publiques | Améliorer la préparation et l'exécution du budget, réformer la comptabilité publique, la gestion de trésorerie et les procédures d'audit. |
| Surveillance et réglementation financières | Améliorer les capacités de surveillance et de réglementation. |
| Politique fiscale | Simplifier et rationaliser la fiscalité. Estimer et rationaliser les dépenses fiscales. |
| Renforcer l'établissement et la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières. | Améliorer l'établissement des comptes nationaux et actualiser les données pour tenir compte des années récentes ; améliorer l'établissement des données fiscales. |

Principaux risques et mesures d'atténuation

L'instabilité politique est le risque principal car il complique la fourniture effective de l'assistance technique (AT) et nuit à l'appropriation des réformes associées. Il conviendra d'évaluer la volonté et la capacité de mettre en œuvre les recommandations d'AT sous un nouveau gouvernement. Un dialogue suivi avec les nouvelles autorités sera nécessaire pour convenir des programmes d'AT et de leurs principaux objectifs et pour améliorer la rentabilité potentielle des activités de renforcement des capacités du FMI.

Point de vue des autorités

Les autorités ont souscrit aux domaines prioritaires désignés par le FMI pour l'aide au renforcement des capacités. Elles recherchent notamment une assistance dans les domaines suivants :

- Rédaction de notes d'orientation technique relatives aux procédures budgétaires et à l'établissement des données budgétaires. Avons-nous envisagé de missionner un expert à long terme pour fournir un appui pratique ?
- Organisation d'un séminaire pour les députés et sénateurs sur la crédibilité du budget et la gestion des finances publiques.
- Renforcement de la surveillance bancaire.

A. Annexe III. Matrice d'évaluation des risques (MER) ¹

| Source de risques | Probabilité / Horizon | Répercussions potentielles sur l'économie | Riposte |
|---|-----------------------|---|---|
| Risques intérieurs | | | |
| Assouplissement de l'orientation budgétaire | Moyenne | Moyennes La stabilité macroéconomique pourrait être compromise si le gouvernement recourt au financement monétaire. | <ul style="list-style-type: none"> - Préparer des budgets réalistes en alignant les recettes disponibles et les sources de financement externe recensées. - Tolérer des emprunts extérieurs prudents. |
| Dégradation des relations avec les partenaires de la coalition | Moyenne | Moyennes L'action politique serait compromise et l'insécurité économique s'accroîtrait. | <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir la modération des dépenses et éviter le financement monétaire des opérations des administrations publiques |
| Escalade de l'épidémie d'Ebola | Moyenne | Faibles (pour l'ensemble du pays) L'épidémie actuelle est cantonnée dans des régions qui ne sont pas bien intégrées avec le reste du pays. Néanmoins, l'activité économique de ces régions et les flux commerciaux avec les pays voisins seront affectés. | <ul style="list-style-type: none"> - Établir des plans d'urgence. - Obtenir une aide technique et financière extérieure et mobiliser des ressources intérieures pour lutter contre l'épidémie. |
| Escalade du conflit armé en cours | Faible | Faibles (pour l'ensemble du pays) L'activité économique souffrirait principalement dans les régions qui ne sont pas bien intégrées avec le reste du pays. | <ul style="list-style-type: none"> - Ménager un espace budgétaire pour une telle urgence. |
| Risques extérieurs potentiels | | | |
| Montée du protectionnisme et retrait du multilatéralisme. | Élevée | Fortes La demande et les prix des produits d'exportation chuteraient, ce qui nuirait à l'économie intérieure. | <ul style="list-style-type: none"> - Accumuler des réserves de change pour servir d'amortisseurs. - Diversifier la structure de l'économie et les sources d'exportation. |
| Croissance inférieure aux attentes en Chine et dans le monde | Moyenne | Fortes La demande et les prix des produits d'exportation chuteraient, ce qui nuirait à l'économie intérieure. | <ul style="list-style-type: none"> - Accumuler des réserves de change pour servir d'amortisseurs. - Diversifier la structure de l'économie et les sources d'exportation. |

^{1/} La matrice d'évaluation des risques présente les événements qui pourraient considérablement modifier la trajectoire de référence (le scénario le plus vraisemblable selon les services du FMI). La probabilité relative des risques qui figurent dans la liste correspond à l'évaluation subjective par les services du FMI des risques entourant le scénario de référence (« faible » indique une probabilité inférieure à 10 %, « moyenne » une probabilité entre 10 et 30 %, et « élevée » une probabilité comprise entre 30 et 50 %). La matrice d'évaluation des risques reflète les vues des services du FMI sur la source des risques et le niveau global de préoccupation au moment des entretiens avec les autorités. Les risques qui ne s'excluent pas mutuellement peuvent interagir et se concrétiser ensemble. Les expressions « court terme » et « moyen terme » indiquent que le risque pourrait se réaliser dans un délai de 1 ans et de 3 ans respectivement.

Annexe IV. République démocratique du Congo : statut des recommandations passées au titre de l'article IV

| Recommandations | Statut |
|---|---|
| Gestion des ressources naturelles | |
| Promulguer un nouveau code minier conforme aux meilleures pratiques internationales. | <ul style="list-style-type: none"> Nouveau code minier promulgué en juin 2018. Les sociétés minières contestent des changements essentiels par rapport au code minier de 2002. |
| Renforcer la gouvernance et accroître la transparence de leur gestion des ressources naturelles. | La gouvernance et la transparence de la gestion des ressources naturelles demeurent médiocres. |
| Gestion macroéconomique | |
| Accumuler des réserves de change pour atténuer la vulnérabilité. | Les réserves de change restent faibles et ont fortement baissé ces dernières années. |
| Encourager la dé-dollarisation. | Les mesures initiales de dé-dollarisation ont été annulées. |
| Politique budgétaire | |
| Élargir la base fiscale. | La base fiscale reste limitée. |
| Renforcer la procédure budgétaire pour accroître la crédibilité. | D'importants écarts persistent entre les objectifs et les résultats. |
| Compétitivité et climat des affaires | |
| Améliorer le climat des affaires et celui des investissements. | Le climat des affaires et celui des investissements demeurent difficiles et requièrent une réforme. |
| Opérations et gestion de la banque centrale | |
| Renforcer l'indépendance et les opérations de la banque centrale par la recapitalisation et la promulgation d'une loi relative à la banque centrale | La banque centrale n'a pas été recapitalisée mais la loi sur la banque centrale a été promulguée en décembre 2018 |
| Réglementation et stabilité du secteur financier | |
| Promulguer une loi sur les banques commerciales. | Pas encore promulguée. |

*